

OBSERVATOIRE ECONOMIQUE

**CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE, DES MINES
ET DE L'ARTISANAT DU CAMEROUN**

NOTE DE CONJONCTURE

PREMIER SEMESTRE 2017



NOTE DE CONJONCTURE



NOTE DE CONJONCTURE

Une publication semestrielle de
l'Observatoire économique de la
Chambre de Commerce, d'Industrie,
des Mines et de l'Artisanat du
Cameroun

B.P. 4011 Douala
Tél : (237) 233 42 67 87/
(237) 233 42 98 81
Fax : (237) 233 42 55 96
Web : www.ccima.cm

Directeur de Publication

EKEN Christophe

Superviseur

Halidou BELLO

Coordonnateur de la rédaction

YEMENE Samuel

Comité scientifique

Dr ETOUNGA MANGUELE Daniel
Pr BAYE MENJO Francis
Pr ATANGANA ONDOA Henri
Pr FOMBA KAMGA Benjamin
Dr MBANGA KASSI HEMO J.P. Olivier
Dr. EMINI Arnault Christian
M. NKOU Jean Pascal
M. YANGAM Emmanuel
M. OUSMANOU NGAM
M. YEMENE Samuel

Secrétariat Technique

Chef de Secrétariat
KOFFO Pierre

Membres du Secrétariat
NDONLAP Siméone Josée
EKODO Jules Christian

SOMMAIRE

SIGLES, ABREVIATIONS ET ACRONYMES.....	1
LISTE DES ILLUSTRATIONS.....	2
RESUME EXECUTIF.....	3
I. METHODOLOGIE.....	5
II. CONJONCTURE INTERNATIONALE ET REGIONALE....	7
II.1. CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE.....	8
II.2. CONJONCTURE ECONOMIQUE REGIONALE	10
III.CONJONCTURE NATIONALE.....	13
III.1. FINANCES PUBLIQUES.....	15
III.2. CONJONCTURE MONETAIRE ET FINANCIERE.....	18
III.3. COMMERCE EXTERIEUR.....	25
III.4. INDICE DES PRIX A LA COMSOMMATION FINALE DES MENAGES.....	32
IV. OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES SUR LES EVOLUTIONS ET PERSPECTIVES SECTORIELLES.....	35
IV.1. SITUATION D'ENSEMBLE.....	36
IV.2. ACTIVITES INDUSTRIELLES.....	40
IV.3. ACTIVITES COMMERCIALES.....	44
IV.4. ACTIVITES DE SERVICE.....	46
IV.5. ACTIVITES ARTISANALES.....	47

SIGLES, ABREVIATIONS ET ACRONYMES

APE	: Accords de Partenariat Economique
BEAC	: Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BICEC	: Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit
BREXIT	: British Exit, terme qui désigne la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne
BTP	: Bâtiments et Travaux Publics
CA	: Chiffre d'Affaires
CAMCCUL	: Cameroon Cooperative Credit Union League Ltd
CCA	: Crédit Communautaire d'Afrique
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CNC	: Conseil National du Crédit
DGD	: Direction Générale des Douanes
EMF	: Etablissement de Microfinance
FMI	: Fonds Monétaire International
INS	: Institut National de la Statistique
INSEE	: Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
IPC	: Indice des Prix à la Consommation
MINFI	: Ministère des Finances
MUCADEC	: Mutuelle Camerounaise d'Epargne et de Crédit
NBS	: National Bureau of Statistics
NOWEFOCH	: North West Farmers' Organisation Credit House
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economiques
PEM	: Perspectives Economiques Mondiales
PIB	: Produit Intérieur Brut
PPTE	: Pays Pauvre Très Endetté
SCB	: Société Commerciale de Banque Cameroun
SG-C	: Société Générale Cameroun
TIAO	: Taux d'Intérêt des Appels d'offres
UCGN	: Union des CVECA et CECA du Grand Nord
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

LISTE DES ILLUSTRATIONS

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution des cours du pétrole	9
Graphique 2 : Evolution semestrielle des soldes budgétaires.....	15
Graphique 3 : Evolution semestrielle de quelques indicateurs de finances publiques (en % du PIB)	16
Graphique 4 : Structure des recettes budgétaires internes au 1er semestre 2017	16
Graphique 5 : Composantes de la masse monétaire.....	19
Graphique 6 : Evolution des composantes des AEN.....	20
Graphique 7 : Part en valeur des principaux produits exportés au premier semestre 2017	26
Graphique 8 : Exportations par zones géographiques	30
Graphique 9 : Importations par zones géographiques	31
Graphique 10 : Opinion des chefs d'entreprises sur le niveau d'activité	36
Graphique 11 : Facteurs limitant l'amélioration de l'activité	36
Graphique 12 : Opinion des chefs sur l'évolution du chiffre d'affaires.....	37
Graphique 13 : Opinion des chefs d'entreprise sur la trésorerie	37
Graphique 14 : Charges ayant affecté la trésorerie au 1er semestre 2017	38
Graphique 15 : Opinion des chefs d'entreprises sur les effectifs salariés et la masse salariale	38
Graphique 16 : Perception du climat des affaires.....	39
Graphique 17 : Répartition géographique des destinations des exportations	39
Graphique 18 : Opinion des chefs d'entreprises industrielles sur le niveau d'activité (en %)	41
Graphique 19 : Opinion des chefs d'entreprises sur les conditions d'approvisionnement	41
Graphique 20 : Opinion sur l'évolution de la production	42
Graphique 21 : Evolution des prix	42
Graphique 22 : charges ayant affecté l'activité au 1 ^{er} semestre 2017.....	45

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution de la croissance du PIB de certains pays.....	9
Tableau 2 : Evolution des cours des matières premières	10
Tableau 3: Performance budgétaire au 1er semestre 2017 (en milliards)	15
Tableau 4 : Evolution de la structure des recettes	17
Tableau 5 : Evolution de la structure des dépenses de l'Etat	17
Tableau 6 : Marché interbancaire au premier semestre 2017	19
Tableau 7 : Répartition des Dépôts par type de clientèle (en milliards de FCFA)	21
Tableau 8 : Dépôts de la clientèle par nature (en milliards).....	22
Tableau 9 : Répartition des crédits par type de clientèle (en milliards de FCFA)	22
Tableau 10 : Evolution des dépôts des EMF (en milliards).....	24
Tableau 11 : Evolution des crédits des EMF (en milliards)	24
Tableau 12 : Résultats du commerce extérieur au premier semestre 2017.....	25
Tableau 13 : Evolution globale des exportations.....	25
Tableau 14 : Evolution des importations	28
Tableau 15 : Importations par noyaux d'utilisation	28
Tableau 16 : Evolution de l'indice des prix à la consommation finale des ménages	33
Tableau 17 : Evolution de l'indice des prix par groupes secondaires des produits	33
Tableau 18 : Evolution de l'indice des prix dans les chefs-lieux des régions.....	34
Tableau 19 : Opinion des chefs d'entreprises industrielles sur leur activité.....	44
Tableau 20 : Opinion des chefs d'entreprises commerciales sur leur activité	46

RESUME EXECUTIF

La reprise de l'économie mondiale s'affermi...

Au cours du premier semestre 2017, la dynamique de reprise de l'économie mondiale entamée en fin d'année 2016 s'est poursuivie, même s'il convient de relever des disparités entre pays ou groupes de pays. La croissance mondiale s'établirait ainsi à 3,5% en 2017 et à 3,6% en 2018.

Aux Etats-Unis, au Japon, au Canada, la croissance a été au rendez-vous sur la période sous revue.

Au Royaume-Uni, même si le PIB a cru au même rythme d'environ 0,2% au cours du premier semestre 2017, l'on note que son évolution est en perte de vitesse par rapport à la performance de 0,7% de croissance réalisée en fin d'année 2016.

En zone Euro, la croissance est de +0,6%, légèrement supérieure aux prévisions.

En Chine, la croissance est restée solide, tirée par le redémarrage de l'investissement dans les infrastructures publiques. Au Brésil et en Russie, la sortie de récession se confirme.

L'Inde, quant à elle, a mieux résisté, aux effets pervers temporaires de la démonétisation et du déploiement de la taxe sur les produits et services (TPS) dont les impacts seraient perceptibles à moyen terme.

...malgré les difficultés des pays exportateurs de pétrole...

Dans les régions Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan, où les pays sont en majorité exportateurs de pétrole, l'on note un ralentissement sensible de la croissance.

En Afrique subsaharienne, la reprise reste modeste et les vulnérabilités s'accroissent : creusement des déficits budgétaires, chute des cours des matières premières et niveaux des réserves internationales bas.

...et une évolution mitigée des cours des matières premières

Le pétrole a perdu sa valeur dans la deuxième moitié du semestre, quoique qu'en glissement annuel, sa valeur ait augmenté de 9,1%. La même tendance s'observe pour le café robusta, dont le cours s'est replié de 5,5% en fin de semestre comparativement au début d'année. Les cours du cacao, du café arabica, de l'huile de palme et de palmiste, du maïs et du sucre n'ont cessé de baisser depuis un an.

Le cours de l'once d'or quant à lui, a progressé de 3,2%, ce qui lui permet d'atteindre quasiment le même niveau qu'il y a un an.

L'économie nationale est résiliente, caractérisée par l'amélioration des soldes budgétaires

Au terme du premier semestre 2017, les résultats budgétaires sont satisfaisants. Tous les soldes budgétaires se sont globalement améliorés.

Les recettes budgétaires totales sont en hausse de 9,5% pour se chiffrer à 1 918,3 milliards. Cette évolution résulte d'une hausse aussi bien des recettes internes (+6,8%) que des emprunts et dons (+21,4%).

Les dépenses publiques, quant à elles, sont en baisse de 8,4% pour s'élever à 1 803,7 milliards. Cette évolution s'explique surtout par la maîtrise des dépenses courantes, qui, en se situant à 970,6 milliards, ont diminué de

18,3% par rapport au deuxième semestre 2016 et de 19,6% en glissement annuel.

...une légère hausse des crédits à l'économie...

L'évolution de la situation monétaire au terme du premier semestre 2017 (ou à fin juin) s'est caractérisée, en glissement annuel, par : (i) une baisse des avoirs extérieurs nets ; (ii) une hausse du crédit intérieur; et (iii) un accroissement de 4,9% de la masse monétaire.

Pour ce qui est de l'activité bancaire et financière, au terme du premier semestre 2017, une augmentation des dépôts de 3,5% par rapport à fin décembre 2016 pour une valeur de 3 789,4 milliards. L'encours des crédits s'élève à 3 221,2 milliards, soit une hausse de 1,9% par rapport au 31 décembre 2016.

... une réduction du déficit commercial...

Le solde commercial du Cameroun s'est amélioré au premier semestre 2017 pour s'établir à -360 milliards contre -466 milliards de FCFA au premier semestre 2016. Dans le même temps, le taux de couverture est passé de 66,7% à 72,8%, gagnant ainsi près de 6 points. La réduction du déficit de la balance commerciale résulte de l'accroissement des exportations (+29 milliards) et de la baisse de 77 milliards de FCFA des importations.

... et la maîtrise de l'inflation

Au premier semestre 2017, les prix à la consommation finale des ménages sont restés quasi-stables (+0,1%) par rapport au deuxième semestre 2016.

En glissement annuel, l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) se redresse de 0,5%.

Toutefois, l'activité économique est très peu dynamique, selon les chefs d'entreprises

Le moral des chefs d'entreprises n'a pas été meilleur que celui exprimé au cours du second semestre 2016. En effet, seuls 11,2% des enquêtés ont jugé leur niveau d'activité satisfaisant contre 16,1% au second semestre 2016. Cette situation se traduit par l'atonie du chiffre d'affaires d'une période à une autre.

L'emploi et les salaires sont restés globalement stables sur la période. En perspective, les entreprises entendent conserver le personnel existant mais n'envisagent pas une augmentation des effectifs.

Pour plus de deux tiers des responsables, les entreprises ont éprouvé des difficultés de trésorerie, notamment les entreprises industrielles et artisanales. Elles sont confrontées à un ralentissement de l'activité dans tous les secteurs entraînant des difficultés de recouvrement.

Pour ces dirigeants d'entreprises, les grèves dans la zone anglophone, l'insécurité, l'insuffisance de la fourniture d'énergie électrique, les difficultés avec l'administration fiscale, les conditions climatiques peu propices, la dégradation des infrastructures routières, ainsi que les cours internationaux toujours bas ont pesé lourdement sur le climat de la pratique des affaires au Cameroun, ne leur permettant pas de se projeter avec assurance dans l'avenir.

I. METHODOLOGIE

a. Démarche méthodologique

Pour la rédaction de la note de conjoncture, la démarche ci-après a été adoptée :

(i). Un questionnaire a été élaboré par la Direction des Etudes et administré par les Délégations régionales de la Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat du Cameroun sur un échantillon cible de 250 entreprises.

(ii). Le choix des entreprises a été fait à partir du fichier toiletté de l'enquête d'avril 2017.

(iii). La revue documentaire a consisté à la recherche des textes, ouvrages et publications des différents organismes nationaux et internationaux qui présentent la conjoncture nationale, sous-régionale et internationale.

b. Couverture des secteurs

L'enquête de conjoncture couvre les secteurs « Commerce », « Industrie, mines et BTP », « Prestations de service » et « Artisanat ».

c. Période

La présente note de conjoncture couvre la période allant de 01^{er} janvier au 30 juin 2017.

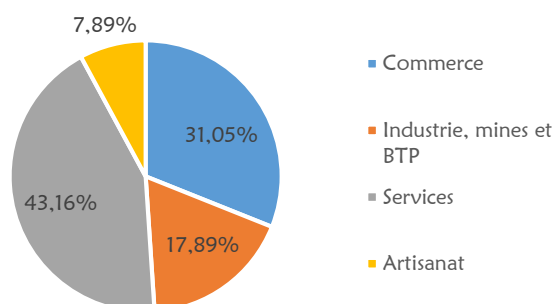
d. Données obtenues

Sur 250 entreprises contactées, 190 ont répondu à l'enquête, soit un taux de réponse de 76%.

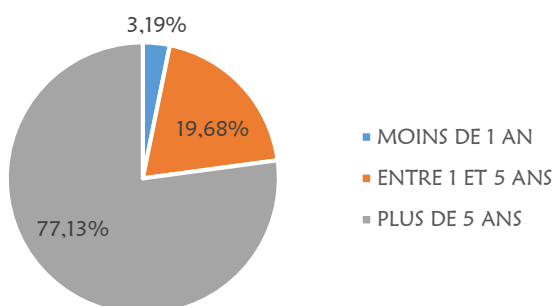
e. Profil des entreprises interrogées

Plus d'un tiers des entreprises (36,6%) de l'échantillon ont entre 5 et 20 salariés. Les entreprises de moins de 5 salariés représentent 30,5% de l'échantillon tandis que celles de plus de 100 salariés ne pèsent que 13,7%.

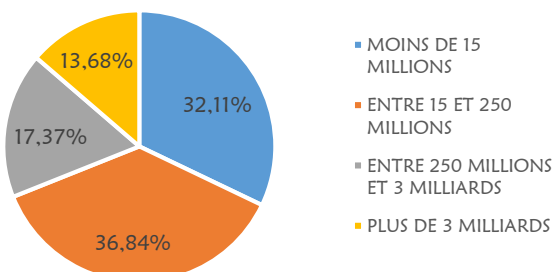
Secteur d'activités



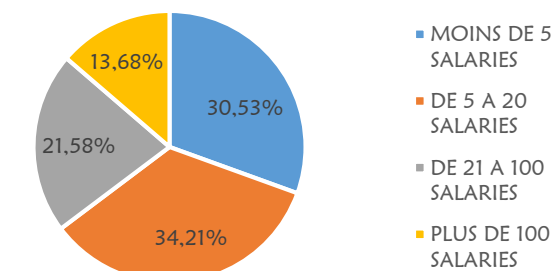
Ancienneté



Chiffre d'affaires



Effectifs salariés



II. CONJONCTURE INTERNATIONALE ET REGIONALE

II.1. CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE

La reprise de l'économie mondiale se consolide au premier semestre 2017...

Au cours du premier semestre 2017, l'économie mondiale a continué sa progression entamée en fin 2016. La performance inattendue de certains pays en début d'année et la bonne tenue de certains autres en fin de semestre en serait, selon le FMI¹, la principale cause. A celle-ci s'ajoute, selon l'INSEE², l'intensification des échanges mondiaux au cours de la période, consécutive à un environnement des affaires favorable, surtout dans les pays émergents. Il est attendu au terme de l'année 2017, une accélération des échanges commerciaux mondiaux et une croissance mondiale de 3,5%.

...soutenue par le dynamisme des pays avancés hors zone euro ...

Le PIB des pays avancés hors zone euro a augmenté de 0,5% en moyenne au premier semestre 2017, grâce à une croissance plus forte au deuxième trimestre (0,7%), comparativement au premier (+0,4%).

Aux USA, la croissance du PIB sur la période est d'environ 0,54%, tandis qu'au Japon, elle est de 0,44%. Selon la Banque Nationale du Canada³, la bonne tenue de l'économie japonaise est imputable aux mesures de stimulation prises depuis 2016, lesquelles ont eu pour effets une croissance de son PIB de l'ordre de 4% à la fin du premier semestre

2017, et un taux de chômage dont la valeur n'est que de 2,8%.

Au Canada, la même dynamique a été observée, même si les raisons sont tout autres. A fin juin, la croissance, essentiellement portée par une demande intérieure plus importante, était d'environ 1%, à raison de 0,9% et 1,1% aux premier et second trimestres respectivement.

Par contre, au Royaume-Uni, même si le PIB a progressé au même rythme d'environ 0,2% au cours du premier semestre, l'on note que son évolution est en perte de vitesse par rapport à la performance de 0,7% de croissance réalisée en fin d'année 2016. Selon les analystes de l'OCDE⁴, cette arhythmie serait due à la perte du pouvoir d'achat consécutive de la dépréciation de la Livre Sterling que les ménages ne cessent de refléter sur leurs dépenses. Cette tendance devrait d'ailleurs se poursuivre jusqu'en 2018, dans un contexte d'incertitudes quant à l'issue des négociations sur le BREXIT, et quant à la faiblesse de la productivité et des salaires réels.

...mais aussi ceux de la zone euro

En zone euro, le PIB a également crû au premier semestre 2017. A fin juin, sa progression était de 0,6%, surpassant ainsi les prévisions contenues dans la Note de Conjoncture de juin produite par l'INSEE de France. Sur la période, l'on note que le PIB de l'Allemagne, augmente d'environ 0,6%, celui de l'Espagne d'environ 0,8%, et ceux de la France et de l'Italie, de 0,5% et 0,4% respectivement.

¹ FMI, Perspectives de l'Economie Mondiale, Mise à Jour des principales projections, Juillet 2017

² INSEE, Point de conjoncture, Octobre 2017

³ Banque Nationale du Canada, Le Mensuel Economique, Octobre 2017

⁴ OCDE, Perspectives économiques intermédiaires, Septembre 2017

...ainsi que dans les pays émergents...

Les résultats exceptionnels des grands pays émergents au cours de la période sous revue ont confirmé que la reprise s'y affermit, quoique les importations y aient baissé de 0,2%, après le redémarrage de fin 2016.

L'économie chinoise a connu une évolution moyenne de son PIB équivalente à 1,49%, tirée par le redémarrage de l'investissement dans les infrastructures publiques. Le Brésil et la Russie ont poursuivi leur sortie de la récession ; le premier grâce à l'assouplissement de la politique monétaire et le second, du fait de la remontée des prix du pétrole, quoique restant à des niveaux faibles et de la baisse des taux d'intérêt qui stimule à court terme la croissance.

Les résultats semestriels de l'Inde, enfin, montrent qu'elle a mieux résisté aux effets de très court terme de la monétisation et de la taxe sur les produits et services dont les impacts seront perceptibles à moyen terme.

Tableau 1 : Evolution de la croissance du PIB de certains pays

Contribution à la croissance du PIB National C7 (en points de Pourcentage)	Consommation Privée	Consommation des Administrations Publiques	Formation brute de capital fixe	Exportations nettes	Variations des Stocks	Croissance du PIB (%)
Allemagne	T1 17 T2 17	0,2 0,4	0,0 0,1	0,6 0,2	0,6 0,3	0,7 0,6
Canada	T1 17 T2 17	0,7 0,6	0,1 0,1	0,6 0,1	1,1 0,0	0,9 1,1
Etats-Unis	T1 17 T2 17	0,3 0,6	0,1 0,1	0,3 0,1	0,4 0,0	0,3 0,8
France	T1 17 T2 17	0,0 0,2	0,1 0,1	0,3 0,2	0,6 0,5	0,7 0,5
Italie	T1 17 T2 17	0,4 0,1	0,1 0,0	0,4 0,1	0,3 0,4	0,1 0,3
Japon	T1 17 T2 17	0,2 0,5	0,0 0,1	0,0 0,4	0,1 0,3	0,1 0,6
Royaume-Uni	T1 17 T2 17	0,2 0,1	0,0 0,0	0,1 0,1	0,4 0,4	0,3 0,3

Source : OCDE, octobre 2017

... le ralentissement de la croissance dans les régions Moyen-Orient et d'Afrique du Nord....

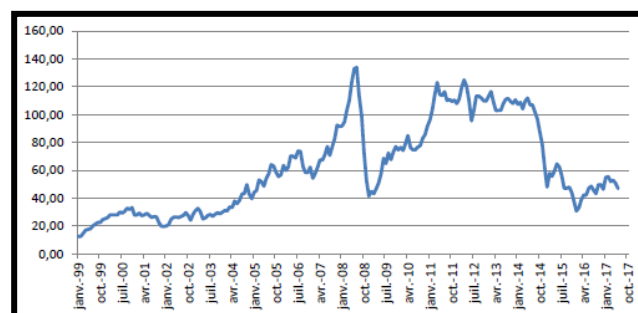
Le repli de l'activité dans ces pays, en majorité exportateurs de pétrole, y a entraîné un

ralentissement de la croissance au cours du premier semestre 2017. Si d'aventure les cours du pétrole perdurait à des niveaux bas, les pays exportateurs de ces régions subiraient de nouveaux revers. Ainsi, selon le FMI, l'activité dans ces pays devraient connaître un ralentissement sensible en 2017, pour ensuite se redresser en 2018.

...ce, malgré une évolution mitigée⁵ des cours des matières premières...

L'évolution des cours des principales matières premières au premier semestre 2017 est mitigée. Le pétrole a perdu sa valeur dans la deuxième moitié du semestre, quoique qu'en glissement annuel, sa valeur ait augmenté de 9,1%. Cette situation est le fait d'une offre qui demeure abondante, en dépit de la volonté des pays producteurs de réduire leur offre.

Graphique 1 : Evolution des cours du pétrole



Source : UEMOA, note de conjoncture 2^e trimestre 2017

La même tendance s'observe pour le café robusta, dont le cours s'est replié de 5,5% en fin de semestre comparativement au début d'année, alors qu'en glissement annuel, il a évolué de 21,2% à la fin du premier semestre. Par contre, les cours du cacao, du café arabica, de l'huile de palme et de palmiste, du maïs et du sucre n'ont cessé de se replier depuis un an. Cette baisse serait davantage due à une offre

⁵ UEMOA, Note de conjoncture économique régionale dans L'UEMOA N°036, 2^e trimestre 2017

abondante conjuguée à une demande faible, surtout dans les pays développés.

La valeur refuge de l'or lui permet de reprendre des couleurs en ces temps d'incertitudes. A la fin du semestre, le cours de l'once d'or a progressé de 3,2%, ce qui lui permet d'atteindre quasiment le même niveau qu'il y a un an.

Tableau 2 : Evolution des cours des matières premières

Matières Premières	Unité	2016	2017		Variations en %	
		T2	T1	T2	17T2/16T1	17T2/16T2
Pétrole brute(Brent)	\$/bbl	46,0	54,1	50,2	-7,2	9,1
Cacao	C /Kg	310,0	209,0	198,0	-5,3	-36,1
Café arabica	C /Kg	349,0	364,0	330,0	-9,3	-5,4
Café robusta	C /Kg	184,0	236,0	223,6	-5,5	21,2
Huile d'arachide	\$/tm	1 550,0	1 548,0	1 542,0	-0,4	-0,5
Huile de palme	\$/tm	704,0	773,0	696,0	-10,0	-1,1
Huile de palmiste	\$/tm	1 268,0	1 521,0	1 052,0	-30,8	-16,3
Mais	\$/tm	171,1	160,6	157,7	-1,8	-7,8
Riz brisé 5%	\$/tm	423,1	371,3	419,7	13,0	-0,8
Sorgho	\$/tm	173,9	140,6	166,6	18,5	-4,2
Blé	\$/tm	1 77,7	154,3	176,8	14,6	-0,5
Banane	\$/tm	94,0	84,0	91,0	8,3	-3,2
Farine poisson	\$/tm	486,0	499,0	532,0	6,6	9,5
Sucre	C/Kg	38,0	45,0	34,0	-24,4	-10,5
Bois (sawnwood) Cameroun	\$/décimètre cube	687,7	593,4	612,6	3,2	-10,5
Coton (A index)	C /Kg	157,0	187,0	191,10	2,1	-21,7
Phosphate roche	\$/tm	115,0	98,3	94,0	-4,4	-18,3
Or non monétaire	\$/toz	1 260,00	1219,0	1 258,0	3,2	-0,2

Source : PINKSHEET, Banque Mondiale

Les marchés obligataires et boursiers réagissent favorablement au raffermissement⁶...

Les rendements obligataires à long terme ont rebondi dans les pays avancés en fin juin, rompant ainsi avec la baisse qu'ils subissaient depuis mars. Du fait de la consolidation de la reprise, les écarts de rendement obligataires par rapport à l'Allemagne se sont rétrécis en Espagne, en France, et en Italie. Dans le même groupe de pays, les cours des actions ont été bien orientés, dénotant la confiance que le marché accorde aux entreprises.

A l'exception des exportateurs de pétrole où les rendements sont en repli depuis mars, les pays émergents ont également vu leurs écarts de taux diminué. Les marchés réagissent favorablement aux bonnes perspectives de croissance, ainsi que le montre d'ailleurs la dynamique boursière de ces pays.

... et la faiblesse du dollar.

Sur le marché de change, l'on note, à fin juin, la dépréciation d'environ 3,5% du dollar en termes réels, par rapport à mars. Dans le même temps la reprise en zone euro et la tombée des inquiétudes politiques ont favorisé le renforcement de l'euro dans une proportion semblable.

Les pays émergents ont enregistré des variations modestes de leurs taux de change au cours du premier semestre 2017. Toutefois, l'affermissement remarquable du Peso mexicain, attribuable au durcissement de la politique monétaire mérite d'être relevé, au même titre que la dépréciation du Réal brésilien en lien avec la recrudescence des tensions politiques. Les flux de capitaux en direction des pays émergents ont fait preuve de résilience au cours de la période sous revue, avec un sursaut prononcé des entrées de portefeuille non-résidentes.

II.2. CONJONCTURE ECONOMIQUE REGIONALE

En Afrique subsaharienne, la conjoncture est relativement bonne...

Selon le FMI, il devrait y avoir davantage de croissance en 2017 et en 2018 en Afrique subsaharienne. Toutefois, l'évolution du PIB par habitant devrait rester négative pour environ un tiers des pays. Cette révision à la

⁶ FMI, Perspectives de l'Economie Mondiale, Mise à Jour des principales projections, Juillet 2017

hausse de la croissance tient aux meilleures perspectives de croissance de l'Afrique du Sud où les rendements agricoles sont élevés et la production minière en augmentation, malgré des risques politiques élevés et la diminution de la confiance des consommateurs et des entreprises.

Au Nigéria, la dynamique de reprise amorcée au troisième trimestre 2016 s'est poursuivie au point que, pour la première fois depuis 2016, la croissance est redevenue positive au deuxième trimestre 2017. Les chiffres du Bureau National des Statistiques (NBS) font état d'une progression au deuxième trimestre de 0,55%, après -1% au premier trimestre ; il en résulte un taux d'évolution du PIB semestriel en dessous de 0%. La reprise de l'économie nigériane est attribuable à la remontée à 1.84 million de barils par jour de la production du pétrole suite aux accords d'amnistie avec les groupes armés, et le regain d'activité dans l'agriculture, le commerce et l'industrie énergétique.

...en particulier, en zone UEMOA...

Selon le département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la situation économique en UEMOA au cours du premier semestre 2017 a été marquée par : (i) une production industrielle en baisse en Guinée Bissau, au Mali et Sénégal et en hausse en Côte d'Ivoire ; (ii) la baisse de l'indice du chiffre d'affaires au Benin ; (iii) la progression du commerce de détail en Côte d'Ivoire et la diminution de l'activité commerciale et des services, (iv) une amélioration du solde budgétaire de l'Union, résultant d'une hausse des recettes fiscales ; (v) la hausse de la masse monétaire, des avoirs nets et les crédits à l'économie.

...et en zone CEMAC

Après une fin d'année très difficile pour les pays de la zone marquée par des performances défavorables du secteur pétrolier, combinées aux coûts économiques du maintien de la sécurité dans certains pays, le Comité de Politique Monétaire de la BEAC en sa session de juillet 2017, note une reprise progressive de la croissance en zone CEMAC, grâce à la bonne tenue du secteur non pétrolier. A la lumière des données économiques, monétaires et financières actualisées de l'année 2017, il ressort : (i) une légère remontée de la croissance économique avec un taux de +0,8 % en termes réels; (ii) une atténuation des tensions inflationnistes, avec un taux d'inflation prévu à +1,6 % en fin décembre 2017; (iii) un recul du déficit du solde budgétaire, base engagements, hors dons, à -3,5 % du PIB; (iv) une amélioration des comptes extérieurs, avec un déficit du solde courant revenant à 7,9% du PIB; (v) une légère remontée du taux de couverture extérieure de la monnaie à 60,6%.

Notons que la conjoncture difficile vécue par les pays qui composent la zone a encouragé la mise en place des mesures prudentielles en matière de finances publiques, et l'approbation, en juin 2017, par le Conseil d'Administration du FMI, des programmes triennaux avec le Gabon, le Tchad et le Cameroun. Au regard de ceux-ci, les parties ont résolu d'un soutien respectivement de 642 millions d'USD, 312 millions d'USD et 666,2 millions d'USD pour préserver la stabilité financière au sein des pays de la zone.

Selon les agences Fitch et Moody's, ces mesures renforceront les liens monétaires dans la CEMAC de sorte qu'une éventuelle

déévaluation du FCFA ne soit envisagée (Fitch's Global Economic Outlook, July 2017).

De façon générale, les activités resteraient moroses imputable à la situation dans les pays producteurs de pétrole de la CEMAC, plombés par le poids de plus en plus élevé des dettes induit par le choc pétrolier. Les analystes d'Africa's Pulse, édition d'octobre

2017, relèvent un ralentissement de l'activité sur la période au Gabon et au Cameroun du fait des mesures d'austérité budgétaire. En Guinée Equatoriale, tout comme en République Centrafricaine, l'activité est restée atone. Le Tchad pourrait sortir de sa longue récession, mais sans espérer un retour rapide à la normale.

III. CONJONCTURE NATIONALE

La conjoncture nationale au premier semestre 2017 est marquée par la signature d'un programme triennal (2017-2020) entre le Cameroun et le FMI, appuyé par la facilité élargie de crédit (FEC) et accessoirement par la première année de l'implémentation de l'APE. Le programme économique et financier avec le FMI, signé le 26 juin 2017, met en avant trois (03) priorités. La première priorité est de mettre de nouveau l'accent sur la stabilité macroéconomique afin d'ouvrir la voie à une accélération de la croissance. La deuxième priorité, proposée par le FMI aux pays d'Afrique subsaharienne, est de s'attaquer aux faiblesses structurelles pour favoriser le rééquilibrage macroéconomique. Pour cette institution, des mesures structurelles sont nécessaires pour assurer une position budgétaire viable et réaliser une croissance plus durable en améliorant le recouvrement des impôts, en renforçant le contrôle du secteur financier et en s'attaquant aux lacunes du climat des affaires qui entravent depuis longtemps la diversification économique. La troisième priorité est de renforcer la protection sociale pour les groupes les plus vulnérables.

Les APE, quant à eux, lesquels sont entrés en vigueur depuis le 20 août 2016, sont de nature à impacter non seulement les recettes fiscales, mais aussi la balance des paiements.

Ces deux éléments structurent à la fois les finances publiques (I), la conjoncture monétaire et financière (II), le commerce extérieur (III) et les prix (IV).

III.1. FINANCES PUBLIQUES

Le Cameroun est invité à : i) mettre en place des mesures pour le rapatriement des recettes d'exportation ; ii) rationaliser les dépenses fiscales; iii) adopter un rythme prudent d'accumulation de la dette, afin de préserver la viabilité de la dette ; iv) mettre en place un plan d'apurement du stock d'arriérés existant et éviter d'en accumuler de nouveaux arriérés de paiement au cours de la période de gestion courante.

Au terme du premier semestre 2017, les résultats budgétaires sont satisfaisants aussi bien par rapport au deuxième semestre 2016 qu'en glissement annuel. Tous les soldes budgétaires se sont globalement améliorés dans les périodes sous-revues.

Par rapport au 1^{er} semestre 2016, le déficit budgétaire base caisse se réduit de 321,1 milliards pour s'établir à 120,3 milliards. Dans la même période, le déficit base engagements se réduit de 313 milliards tandis que celui du solde primaire passe de 72,7 milliards à 59,6 milliards. Ces évolutions résultent d'une hausse des recettes budgétaires conjuguée à une baisse de 11,8% des dépenses publiques.

Par rapport au 2^e semestre 2016, l'amélioration des déficits est plus marquée : réduction de 558,9 milliards de celui base caisse, de 568,9 milliards du déficit base engagements et une réduction de 275,9 milliards du déficit du solde primaire. Ces évolutions sont consécutives à une baisse relativement importante (-26,3%) des dépenses publiques par rapport à celle des recettes budgétaires (-5,2%). Autrement dit, le ralentissement du rythme de mobilisation des recettes conjugué à la rationalisation des dépenses publiques (maîtrise des dépenses courantes notamment) ont entraîné un allègement du déficit budgétaire.

Tableau 3: Performance budgétaire au 1^{er} semestre 2017 (en milliards)

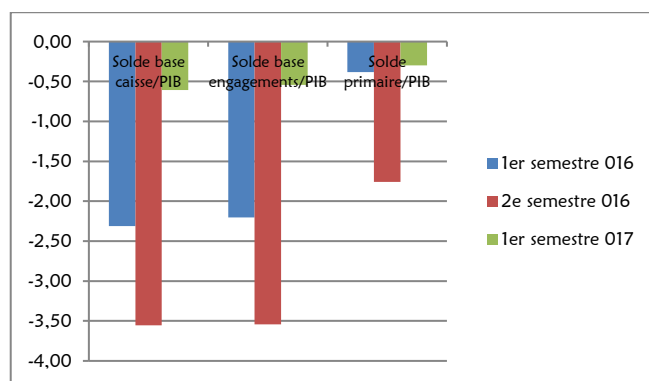
	1 ^{er} semestre 2016	2 ^e semestre 2016	1 ^{er} semestre 2017
Solde base caisse	-441,4	-679,2	-120,3
Solde primaire	-72,7	-335,5	-59,6
Solde global, base engagements	-420,8	-676,5	-107,6

Source : Tableau de bord des finances publiques, juin 2017

Le déficit base caisse du premier semestre 2017 a été essentiellement financé par l'extérieur notamment les tirages d'un montant de 273,8 milliards. S'agissant du financement intérieur, l'Etat a procédé aux remboursements des titres publics pour un montant de 111,6 milliards.

Les trois ratios soldes budgétaires/PIB se sont améliorés au 1^{er} trimestre 2017 aussi bien par rapport au 2^e trimestre 2016 qu'en glissement annuel.

Graphique 2 : Evolution semestrielle des soldes budgétaires

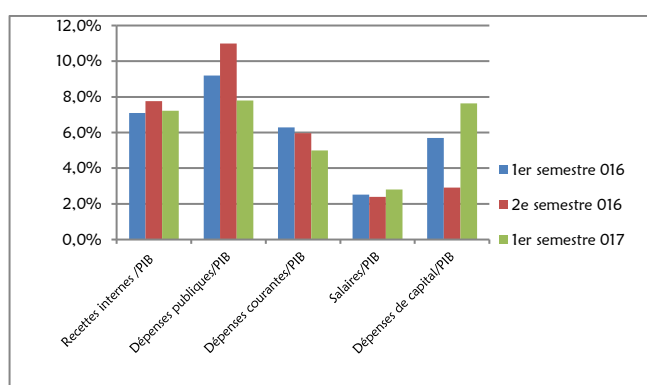


Source : Tableau de bord des finances publiques, juin 2017

S'agissant des autres indicateurs des finances publiques, on observe qu'en dehors du ratio salaire/PIB, tous ont une orientation favorable

pour la soutenabilité des finances publiques. Par rapport au 1^{er} semestre 2016, le ratio recettes internes/PIB progresse de 0,1 point pour se situer à 7,2% au 1^{er} semestre 2017. Les ratios dépenses publiques/PIB et dépenses courantes/PIB diminuent respectivement de 1,4 point et 1,3 point dans la même période. Le ratio dépenses de capital/PIB augmente de 1,9 point pour s'établir à 7,6% au 1^{er} semestre 2017.

Graphique 3 : Evolution semestrielle de quelques indicateurs de finances publiques (en % du PIB)



Source : Tableau de bord des finances publiques, juin 2017

A. RECETTES BUDGETAIRES

Au terme du premier semestre 2017 et en glissement annuel, les données conjoncturelles sur les finances publiques indiquent que les recettes budgétaires totales ont augmenté de 9,5% pour se chiffrer à 1 918,3 milliards. Par rapport à l'objectif fixé par la loi des Finances 2017, le taux de réalisation est de 93,4%. Cette évolution résulte d'une hausse aussi bien des recettes internes (+6,8%) que des emprunts et dons (+21,4%).

L'évolution des recettes internes est attribuable à la bonne mobilisation des recettes pétrolières (195,4 milliards contre 118,4 milliards au premier semestre 2016). La légère embellie observée sur le marché international du pétrole aurait soutenu la hausse des recettes pétrolières.

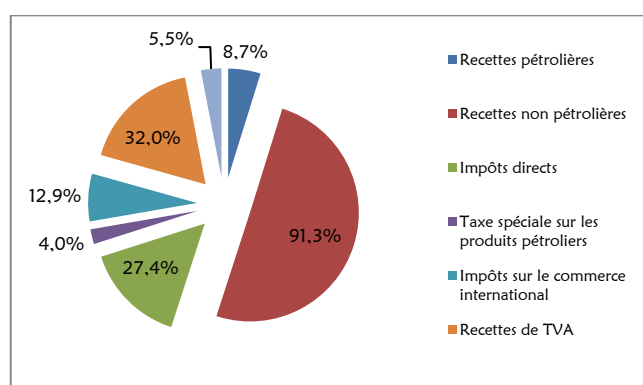
Les recettes non pétrolières augmentent de 1% pour s'établir à 1 285,4 milliards dans la même période. La bonne mobilisation des recettes de TVA (+23%) ainsi que de celles issues de la taxe sur la vente des produits pétroliers a compensé la faible mobilisation des recettes douanières (-2,7%), celles de l'impôt sur les sociétés non pétrolières (-11,1%) et des recettes non fiscales (-23%).

Reflétant l'évolution de l'impôt sur les sociétés non pétrolières, les recettes des impôts directs ont baissé de 11,3% pour revenir à 329,3 milliards.

L'évolution des recettes non fiscales résulte de la faible mobilisation de ces composantes. Le droit de transit pétrolier baisse de 9,5% pour se situer à 14,3 milliards. Les recettes de services diminuent de 6,3% pour s'établir à 6 milliards.

Par rapport au deuxième semestre 2016, les recettes totales diminuent de 4,8%. La hausse des recettes non pétrolières de 12,7% n'a pas pu compenser la chute de 36% des recettes pétrolières.

Graphique 4 : Structure des recettes budgétaires internes au 1er semestre 2017



Source : Tableau de bord des finances publiques, juin 2017

Le poids des recettes non pétrolières sur les recettes totales est passé de 90,2% au premier semestre 2016 à 91,3% au premier semestre 2017.

Tableau 4 : Evolution de la structure des recettes

	1 ^{er} semestre 2016	2 ^e semestre 2016	1 ^{er} semestre 2017
Recettes totales budgétaires (1+2)	1 751,1	1 521,9	1 918,3
1. Recettes totales	1 390,8	1 483,4	1 480,8
a. Recettes pétrolières	118,4	306,5	185,4
b. Recettes non pétrolières	1 272,4	1 176,9	1 285,4
Impôts directs	371,4	264,4	329,3
Taxe spéciale sur les produits pétroliers	54,4	51,1	62,2
Impôts sur le commerce international	174,1	174,6	178,5
Recettes de TVA	276,1	424,3	480,8
Recettes non fiscales	74,9	69,1	57,7
2. Emprunts et dons	360,3	259,8	437,5

Source : Tableau de bord des finances publiques, juin 2017

B. DEPENSES BUDGETAIRES

Du côté des dépenses publiques, des efforts importants ont été observés au premier semestre 2017.

En glissement annuel, les dépenses publiques ont baissé de 8,4% pour s'élever à 1803,7 milliards. Par rapport au deuxième semestre 2016, la baisse est de 17,7%. Cette évolution s'explique surtout par la maîtrise des dépenses courantes. En s'élevant à 970,6 milliards, les dépenses courantes baissent de 18,3% par rapport au deuxième semestre 2016 et de 19,6% en glissement annuel.

Des mesures prises dans le sens de l'amélioration de la discipline budgétaire ont contribué à la baisse des dépenses courantes. Toutes les composantes se sont contractées par rapport au premier semestre 2016. Ainsi, les dépenses sur biens et services chutent de 27,1% pour revenir à 324,6 milliards. Il en est de même des Transferts et subventions (-41,4%) qui se chiffrent à 66 milliards. La masse salariale baisse de 4,2% pour s'établir à 430 milliards.

Les charges des intérêts de la dette diminuent de 31,1% pour s'élever à 48 milliards.

Si par rapport au premier semestre 2016, les dépenses de capital sont quasi-stables, en revanche, elles chutent de 41,1% par rapport au deuxième semestre 2016.

Tableau 5 : Evolution de la structure des dépenses de l'Etat

	1 ^{er} semestre 2016	2 ^e semestre 2016	1 ^{er} semestre 2017
Dépenses publiques	1 967,7	2 099,6	1 803,7
1. Dépenses courantes	1 207,6	1 141,0	970,6
Salaires	481,3	456,0	430,0
Achat de biens et services	440,8	419,4	324,6
Transferts et subventions	208,5	237,2	66,0
2. Dépenses de capital	556,2	958,6	564,9
Dépenses sur financement extérieur	238,6	250,8	280,7
Dépenses sur ressources propres	301,4	691,2	269,3

Source : Tableau de bord des finances publiques, juin 2017

III.2. CONJONCTURE MONETAIRE ET FINANCIERE

La signature du programme triennal entre le Cameroun et le FMI a pour objectif, dans le domaine monétaire et financier, le renforcement de la résilience du secteur financier et la mise en œuvre d'une politique monétaire restrictive.

3.2.1- POLITIQUE MONETAIRE

La politique monétaire des Etats membres de la CEMAC est défini et mise en œuvre par la BEAC. Pour mener à bien ses missions, elle dispose de deux instruments : la politique de refinancement et la politique des réserves obligatoires.

3.2.1.1- Politique de refinancement

Pour mettre en œuvre la politique de refinancement, la BEAC utilise la politique des taux d'intérêt et les objectifs de refinancement.

a. Politique des taux d'intérêt

Le 22 mars 2017, le Comité de Politique monétaire de la BEAC a décidé de relever de 50 points de base le taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) et le taux des avances aux Trésors pour le ramener à 2,95% et a maintenu inchangés les autres principaux taux d'intervention sur le marché monétaire. Le 11 juillet 2017, il a décidé de réduire de 10% à 7% le taux de pénalité aux banques et aux Trésors publics, tout en maintenant inchangé les autres taux.

b. Objectifs de refinancement

La BEAC s'appuie sur la programmation monétaire pour arrêter les objectifs de croissance des agrégats monétaires et de refinancement en prenant en compte les besoins de financement de l'économie. Elle arrête le volume de liquidité à injecter ou à ponctionner dans chaque Etat sous la

contrainte de la préservation des grands équilibres macroéconomiques.

Concernant, les Avances aux Etats, le plafond de refinancement pour le Cameroun est maintenu à 576,9 milliards en 2017. Le niveau d'utilisation de ces ressources, qui se situait à 211 milliards à fin juin 2016, s'est renforcé et s'est établi à 280 milliards à fin juin 2017. La marge de manœuvre disponible est de 296 milliards.

L'objectif de refinancement des banques camerounaises est maintenu à 200 milliards en 2017. Au 30 juin 2017, l'encours moyen de tirage du système bancaire au titre du refinancement est de 199,9 milliards, contre 85 milliards à fin juin 2016. La mesure qui fait des titres publics une garantie de refinancement donne plus de marges de manœuvre aux banques.

Le marché interbancaire devient dynamique au premier semestre 2017. Le nombre d'opérations réalisées sur le marché interbancaire est de 38, pour un montant de 114 milliards dont 52% d'opérations nationales et 48% d'opérations sous régionales, négociées au taux interbancaire moyen de 3,8%. A la même période de 2016, aucune opération ne s'était effectuée sur ce marché.

Tableau 6 : Marché interbancaire au premier semestre 2017

Période	Nombre de transactions	Montant (en milliards)	Taux d'intérêt moyen	Taux d'intérêt min	Taux d'intérêt max
Janvier	01	5	4%	4%	4%
Février	03	12,5	4,25%	3,75%	5%
Mars	02	4,3	4,25%	3,25%	5%
Avril	10	22,6	3,3%	1%	6%
Mai	22	69,6	3,3%	1%	6%
Juin	ND	ND	ND	ND	ND
Total	38	114	3,8%		

Source : BEAC

ND : Non disponible

3.2.1.2- Politique des réserves obligatoires

A fin juin 2017, le coefficient des réserves obligatoires sur les dépôts à vue est de 5,875 et celui sur les dépôts à terme de 4,625%. Le montant des réserves obligatoires constituées, rémunérées au taux de 0,05%, se chiffre à 193,0 milliards, contre 182,6 milliards au 30 juin 2016. Elles représentent 33% de l'ensemble des réserves des banques à la BEAC.

3.2.2- EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES ET DE CREDIT

L'évolution de la situation monétaire au terme du premier semestre 2017 (ou à fin juin) s'est caractérisée, en glissement annuel, par : (i) une baisse des avoirs extérieurs nets ; (ii) une hausse du crédit intérieur; et (iii) un accroissement de 4,9% de la masse monétaire.

La situation monétaire s'équilibre en ressources et en emploi à 4 821,4 milliards, soit une hausse de 5,7%. Elle a progressé de 27 milliards par rapport au montant de 4794,3 milliards enregistré à fin décembre 2016.

3.2.2.1- Les agrégats monétaires

Au 30 juin 2017, la masse monétaire M2 a progressé de 4,9% en glissement annuel pour se chiffrer à 4158 milliards de francs, reflétant

l'évolution de ses contreparties. Elle s'est repliée de 0,1% par rapport à fin décembre 2016.

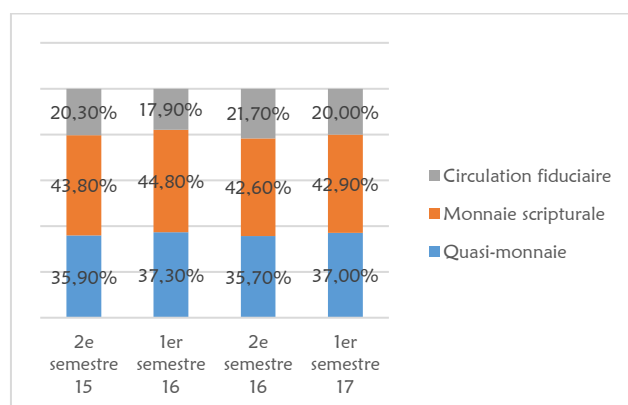
Par rapport à fin juin 2016, l'évolution des composantes de la masse monétaire fait apparaître une hausse de 17,1% de la circulation fiduciaire (stock de billets et pièces en circulation). La quasi-monnaie (ou dépôts à terme et des comptes d'épargne) progresse de 4,2%. Les dépôts à vue collectés par les établissements de crédit sont restés quasi-stables (+0,5 %).

Le repli de la masse monétaire par rapport au 31 décembre 2016 résulte principalement de la baisse de la circulation fiduciaire (-7,9%).

La structure de la masse monétaire reste dominée par la monnaie scripturale, dont le poids passe de 43,8% à fin décembre 2015 à 42,6% au 31 décembre 2016. La quasi-monnaie augmente de 3,6% dans la période tandis que la monnaie scripturale est restée quasi-stable (+0,6%).

Au terme du premier semestre 2017, la masse monétaire est composée de 20,0% de monnaie fiduciaire, 42,9% de monnaie scripturale et 37,1% de la quasi-monnaie.

Graphique 5 : Composantes de la masse monétaire



Source : BEAC

3.2.2.2- Les sources de création monétaire

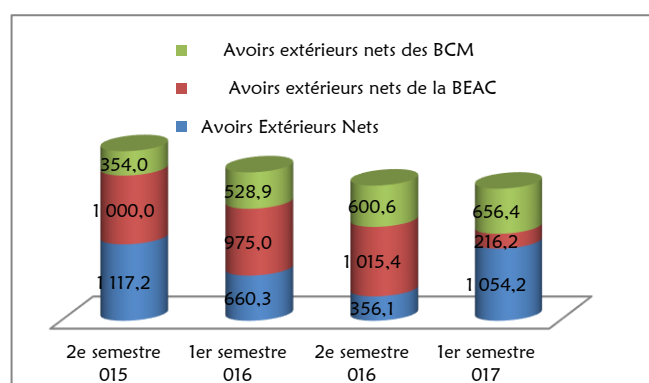
a. Les avoirs extérieurs nets

Au premier semestre 2017, les avoirs extérieurs nets se contractent de 12,4% en glissement annuel, après la baisse de 22,5% enregistrée à fin décembre 2016. Cette évolution s'explique entre autres, par l'utilisation des ressources levées par le biais de l'Eurobond et logées dans le compte d'opérations et le faible rapatriement des recettes d'exportation.

En glissement annuel, l'évolution des avoirs extérieurs nets résulte de la diminution de 361,9 milliards des AEN de la BEAC, atténuée par la hausse de 127,5 milliards de ceux des banques créatrices de monnaie (bcm). S'agissant des avoirs extérieurs nets de la BEAC, une ponction de 800 milliards a été effectuée du compte des avoirs en devises en mars 2017 pour alimenter le compte d'opérations afin de préserver la stabilité monétaire.

Le taux de couverture de la monnaie, défini comme le rapport entre les avoirs officiels bruts en devises et le total des engagements s'est détérioré passant de 81,3% au premier semestre 2016 à 70,1% à fin juin 2017.

Graphique 6 : Evolution des composantes des AEN



Source : BEAC

b. Le crédit intérieur

Par rapport à fin juin 2016, le crédit intérieur s'accroît de 18,6% pour s'établir à 3 087,9 milliards au 30 juin 2017. Cette évolution résulte de la hausse simultanée des crédits à l'économie et des créances nettes sur l'Etat.

La dégradation des finances publiques se traduit par une réduction marquée de la position nette du Trésor Public vis-à-vis du système monétaire. En glissement annuel, les créances nettes ont progressé de 222,8 milliards à fin juin 2017, traduisant l'accroissement des financements de la BEAC et surtout, la hausse des engagements du Trésor Public envers les banques (essentiellement sous la forme de titres publics qu'elles détiennent).

Par rapport au 31 décembre 2016, les créances nettes de l'Etat ont augmenté de 13 milliards au terme du premier semestre 2017.

La Position Net du Gouvernement (PNG), composante essentielle des créances nettes du système monétaire sur l'Etat, s'est inversée, passant d'une position créditrice de 56,1 milliards en faveur de l'Etat au premier semestre 2016, à une position débitrice de 221,2 milliards. Cette situation dénote la progression plus que proportionnelle des engagements de l'Etat par rapport à ces dépôts.

Au terme du premier semestre 2017, les crédits à l'économie progressent de 9,9% par rapport à fin juin 2016. Cette évolution résulte essentiellement des crédits accordés au secteur privé (+10%). Par contre, les crédits accordés aux entreprises publiques ont diminué de 5,5%. Par rapport au 31 décembre 2016, la hausse des crédits à l'économie est relativement faible (+2,2%). Les principales composantes évoluent dans le même sens que

dans la période précédente (hausse de 1,8% des crédits au secteur privé et baisse de 4,8% des crédits aux entreprises publiques.

3.2.3- SECTEUR BANCAIRE ET FINANCIER

3.2.3.1- Secteur bancaire

Le bilan consolidé des 14 banques en activité s'élève à 4993,4 milliards au terme du premier semestre 2017. Cinq banques (Afriland First Bank, BICEC, SG-C, Ecobank et SCB) pèsent environ 72% de l'encours des crédits et 75% des dépôts.

Le degré d'intermédiation, mesuré en rapportant l'encours des crédits sur les dépôts a fléchi à 73,9% au 30 juin 2017 contre 79 % à fin juin 2016 et 82 % au 30 juin 2015.

La faiblesse structurelle des fonds propres (258,5 milliards pour l'ensemble des banques en activité) persiste et fragilise quatre principaux ratios.

a- Dépôts de la clientèle

Au terme du premier semestre 2017, les dépôts augmentent de 3,5% par rapport à fin décembre 2016 et se chiffrent à 3 789,4 milliards. En glissement annuel, la hausse est de 3,6%.

Par rapport à fin décembre 2016, l'accroissement des dépôts est soutenu par les entreprises privées (contribution de 1,56% à la croissance des dépôts), les particuliers (1,1%) et les dépôts de l'Administration publique centrale (+0,63%). Les dépôts des sociétés d'assurance et de capital et ceux des entreprises individuelles ont ralenti la croissance des dépôts.

En glissement annuel, les dépôts ont aussi été tirés par les entreprises privées (en hausse de 5,5%) et les particuliers (hausse de 2,9%).

Par type de clientèle, les particuliers détiennent la plus grande part des dépôts (39,9%). Ils sont suivis par les entreprises privées (23,4%), l'administration publique centrale (7,6%), les entreprises publiques (7,5%), les organismes publics (6,0%) et les administrations privées (3,9%).

Tableau 7 : Répartition des Dépôts par type de clientèle (en milliards de FCFA)

Libellés	Juin 2016	Décembre 2016	Juin 2017	Poids en Juin 2017 (%)
Administration publique centrale	275,0	266,4	289,3	7,6
Administration publique locale	28,3	22,6	19,2	0,5
Organismes publics	207,7	223,8	228,1	6,0
Administrations privées	128,4	141,2	147,8	3,9
Entreprises publiques	320,9	280,9	282,7	7,5
Entreprises privées	840,6	830,0	887,1	23,4
Sociétés d'assurance et de capital	132,3	124,6	118,3	3,1
Entreprises individuelles	95,4	106,2	100,4	2,6
Particuliers	1 467,6	1 473,3	1 510,4	39,9
Divers	160,7	192,1	206,1	5,4
TOTAL	3 656,9	3 661,1	3 789,4	

Source: BEAC

Au 30 juin 2017 et en glissement annuel, tous les types de dépôts sont en hausse. La progression des dépôts à terme est la plus forte (14,8%), bien que représentant 14,8% du total contre 77,5% pour les dépôts à vue.

Tableau 8 : Dépôts de la clientèle par nature (en milliards)

Libellés	Juin-16	Déc.-16	Juin-17	Poids en Juin-17
	a	b	c	(en %)
Dépôts à régime spécial	280,0	276,9	292,4	7,7
dont bons de caisse	276,5	274,3	288,6	7,6
Dépôts à terme	488,3	500,6	560,8	14,8
Dépôts à vue	2886,6	2883,6	2936,2	77,5
TOTAL	3 654,9	3 661,1	3 789,4	100

Source: BEAC

b- Encours des crédits

Au terme du premier semestre 2017, l'encours des crédits s'élève à 3 221,2 milliards, soit une hausse de 1,9% par rapport au 31 décembre 2016 et de 10,8% en glissement annuel.

Par rapport à fin décembre 2016, la hausse des crédits est surtout attribuable à la croissance des crédits à l'administration publique centrale (avec une contribution de 3,2% à la croissance des crédits). Sur la période, les crédits aux entreprises publiques a chuté de 20,9% tandis que ceux octroyés aux entreprises privées se sont repliés de 2,4% pour se chiffrer à 2232 milliards.

En glissement annuel, l'évolution des crédits est soutenue par ceux octroyés aux entreprises privées (en hausse de 8%), à l'administration publique centrale (+226,3%) et aux particuliers (+14,9%).

Par type de clientèle, 69,3% des crédits sont accordés aux entreprises privées, 15,4% aux particuliers, 5,1% aux entreprises publiques, 4,3% à l'administration publique centrale et 3,9% aux Entreprises individuelles.

Ces crédits financent surtout les branches d'activité suivantes : « bâtiments et travaux publics » (20%) ; « commerce de gros et de détail » (16,5 %) ; « transport, activités auxiliaires de transport et

télécommunications » (15%) ; « Industries extractives » (12,5%) ; « production-distribution d'électricité-gaz-vapeur-eau » (12%).

Tableau 9 : Répartition des crédits par type de clientèle (en milliards de FCFA)

Libellés	Juin 2016	Déc. 2016	Juin 2017	Poids en Juin 2017 (%)
Administration publique centrale	42,6	36,0	139,0	4,3
Administration publique locale	5,0	1,5	4,9	0,2
Organismes publics	10,1	17,7	0,8	0,0
Administrations privées	19,8	24,8	33,3	1,0
Entreprises publiques	209,0	208,7	165,1	5,1
Entreprises privées	2 067,4	2 263,8	2 232,0	69,3
Sociétés d'assurance et de capital	3,4	4,1	4,2	0,1
Entreprises individuelles	102,8	119,8	126,1	3,9
Particuliers	433,1	477,7	496,2	15,4
Divers	13,6	7,0	19,5	0,6
Total	2 906,8	3 161,1	3 221,1	

Source: BEAC

Au premier semestre 2017 et selon la durée, les crédits à long terme (CLT) pèsent 1,74% du total des crédits dispensés par les banques. L'essentiel des crédits à long terme est constitué des crédits d'investissement (45,5% de l'ensemble des CLT), des crédits à l'équipement (19,5%) et des crédits de campagne consolidé (17,8%).

Les crédits à moyen terme représentent 40,15% du total des crédits octroyés. Ils sont principalement constitués des crédits à l'équipement (39,8% du total des crédits à moyen terme), des crédits à l'investissement (30,8%) et des crédits à la consommation (23,6%).

Les crédits à court terme ont un poids de 29,6% des crédits distribués. Les crédits de trésorerie représentent 65,7% de l'ensemble des crédits à court terme.

Les créances brutes en souffrance sont de 455 milliards, soit 14,1% de l'encours des crédits. Les créances douteuses couvertes par des sûretés réelles sont de 134,9 milliards tandis que le montant des autres créances douteuses est de 243,1 milliards. Les provisions constituées pour faire face à ces créances non recouvrées sont de 341,5 milliards.

La faiblesse structurelle des fonds propres (258,5 milliards pour les 14 banques en activité) persiste et fragilise quatre principaux ratios.

Au terme du premier semestre 2017, la situation des normes prudentielles se présente ainsi qu'il suit pour les 14 banques en activité au Cameroun: 11 banques présentent des fonds propres positifs ; 10 banques respectent le ratio de liquidité ; 8 banques respectent le ratio de couverture des immobilisations ; 10 banques respectent le ratio de couverture des risques. Par contre, aucune banque ne respecte le ratio de structure du portefeuille- crédits.

3.2.3.2- Etablissements de microfinance (EMF)

En 2016, le nombre total d'établissements de microfinance agréés est de 412, dont 370 de 1^{ère} catégorie, 39 de deuxième et 3 de troisième. Dans la 1^{ère} catégorie 245 évoluent au sein des 6 réseaux suivants : Camccul, Mucadec, ABC, UCGN, Binum Tontine, Nowefoch.

Au premier semestre 2017, la Cobac a retiré l'agrément au réseau Binum Tontine qui compte 18 caisses.

L'activité est caractérisée par : une hausse des dépôts de la clientèle de 4,6% et des crédits de 6,4%. Le bilan cumulé des EMF s'élève à 768,2 milliards, en hausse de 3,8%. Le nombre de

comptes de la clientèle augmente de 13,8% et 188 nouveaux points de vente sont ouverts.

A fin 2016, 2 863 694 comptes sont ouverts auprès des EMF contre 2 017 044 auprès des banques commerciales. Par ailleurs, un total de 270 établissements est immatriculé au registre spécial des immatriculations du Conseil National du Crédit (CNC).

Sur le plan de la couverture géographique, le réseau des agences du secteur de la microfinance est passé à 1 595 contre 1 407 en 2015. Les points de vente se retrouvent en majorité en zone urbaine (54%). Cette présence varie selon la catégorie et les régions. Par catégories, 55% des points de vente des EMF de 1^{ère} catégorie sont basés en zone rurale alors que ceux de la 2^{ème} catégorie opèrent davantage en zone urbaine (60%).

a- Evolution des dépôts

A fin décembre 2016, les dépôts collectés par les EMF progressent de 4,6% pour s'établir à 611,2 milliards. Les EMF de deuxième catégorie occupent la première position avec 58,5 % des parts de marché suivis par ceux de 1^{ère} catégorie (41,5%). Les EMF de la troisième catégorie ne sont pas autorisés à collecter les dépôts. Le Crédit Communautaire d'Afrique (CCA) collecte 150,6 milliards des dépôts, suivi par le réseau Camccul qui enregistre 139,6 milliards. Il convient de relever que la CCA a été érigé en banque en mai 2017.

Les dépôts à court terme représentent 66,2 % des dépôts collectés par les EMF, ceux à moyen terme 31,4 % et ceux à long terme, et 2,2 %.

Tableau 10 : Evolution des dépôts des EMF (en milliards)

	Année 2015	Année 2016	Poids en 2016 (en %)
EMF de 1 ^{ère} catégorie	251,3	253,7	41,5
EMF de 2 ^{ème} catégorie	332,8	357,5	58,5
TOTAL	584,1	611,2	

Source : CNC/BEAC

b- Evolution des crédits

Les crédits octroyés par les EMF sont passés de 423,8 milliards en 2015 à 451,3 milliards en 2016. Les crédits à court terme représentent plus de la moitié de l'encours, soit 54,4%. Ils sont suivis par les crédits à long terme (38,6%) et les crédits à moyen terme (7,0%). Les EMF de 1^{ère} catégorie octroient essentiellement des crédits à long terme (70,4%).

Tableau 11 : Evolution des crédits des EMF (en milliards)

	Année 2015	Année 2016	Poids en 2016 (en %)
EMF de 1 ^{ère} catégorie	225,4	229,0	50,7
EMF de 2 ^{ème} catégorie	196,2	221,6	49,1
EMF de 3 ^{ème} catégorie	2,2	0,7	0,2
TOTAL	423,8	451,3	100

Source : CNC/ BEAC.

En 2016, la qualité du portefeuille s'est dégradée par rapport à 2015. Le volume des créances en souffrance augmente, passant de 91,8 milliards en 2015 à 97,2 milliards. Les créances en souffrance constituent 21,5% du portefeuille des crédits des EMF contre 21,7% en 2015.

III.3. COMMERCE EXTERIEUR

La balance commerciale du Cameroun s'est améliorée au premier semestre 2017 pour s'établir à -360 milliards de FCFA contre -466 milliards de FCFA au premier semestre 2016. Dans le même temps, le taux de couverture gagne 6 points de pourcentage et se situe à 72,8%. La réduction du déficit commercial est attribuable à l'accroissement des exportations (+29 milliards de FCFA) conjugué à la baisse à hauteur de 77 milliards des importations.

Tableau 12 : Résultats du commerce extérieur au premier semestre 2017

	1 ^{er} semestre 2016 (1)		1 ^{er} semestre 2017 (2)	
	Q	V	Q	V
EXPORTATIONS	3 945	933	3 282	961
dont pétrole	2 378	348	1 813	397
hors pétrole	1 567	585	1 469	565
IMPORTATIONS	3 560	1 399	3 011	1 322
dont pétrole	662	120	69	19
hors pétrole	2 898	1 279	2 942	1 303
BALANCE COMMERCIALE (BC)		-466		-360
BC hors pétrole		-694		-738
TAUX DE COUVERTURE (TC)		66,7%		72,8%
TC hors pétrole		45,7%		43,3%

Source : DGD/SYDONIA

Hors pétrole, le déficit commercial s'est aggravé de 44 milliards par rapport au 1^{er} semestre 2016 pour se situer à 738 milliards de FCFA ce semestre. Le taux de couverture passe de 45,7% à 43,3% dans la période sous-revue.

L'aggravation du déficit commercial hors pétrole s'explique principalement par les échanges avec l'Amérique Centrale (creusement du déficit de 27 milliards de FCFA), la CEMAC (diminution de l'excédent de 24 milliards), l'Afrique Occidentale (détérioration du déficit de 20 milliards), l'Amérique du Nord (aggravation du déficit de 16 milliards) et l'Union Européenne (creusement du déficit de 14 milliards). Le plus important déficit hors pétrole a été enregistré avec l'Asie (-286 milliards de FCFA au premier semestre 2017).

3.3.1- LES EXPORTATIONS

3.3.2.1- Evolution globale

Au premier semestre 2017, les exportations ont connu une évolution négative en volume (-16,8%) mais positive en valeur (+3,1%). Le Cameroun a exporté pendant cette période 3 282 mille tonnes de marchandises pour une valeur de 961 milliards de FCFA contre 3 945 mille tonnes pour 933 milliards de FCFA au premier semestre 2016.

Tableau 13 : Evolution globale des exportations
Q(quantités) en milliers de tonnes et V(valeurs) en milliards de FCFA

	1 ^{er} semestre 2016		1 ^{er} semestre 2017		variations relatives 1sem17/1sem16	
	Q	V	Q	V	Q	V
Total exportations	3 945	933	3 282	961	-16,8%	3,1%
Dont Pétrole brut	2 378	348	1 813	397	-23,8%	14,0%
Carburant et lubrifiants						
	240	40	56	13	-76,4%	-66,6%
Export Hors Pétrole brut	1 567	585	1 469	565	-6,2%	-3,4%
hors Pétrole brut / Carburant et lubrifiants	1 328	545	1 413	551	6,4%	1,2%

Source : DGD/SYDONIA

La hausse des exportations en valeur est en partie attribuable au pétrole brut qui, malgré la baisse des volumes exportés (-23,8%),

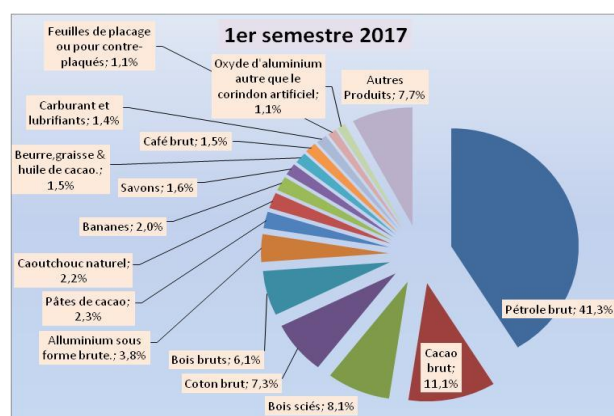
enregistre une variation positive en valeur de 14,0%. Hors pétrole brut, les exportations ont diminué aussi bien en volume (-6,2%) qu'en valeur (-3,4%) en valeur.

La conjoncture a été particulièrement favorable dans les marchés d'aluminium (+77,6%), de bois bruts (+28,0%), de coton (+22,0%), de caoutchouc (+61,7%), d'oxyde d'aluminium (+61,0%), de beurre, graisse et huile de cacao (+28,8%) et de pâtes de cacao (+17,4%). Par contre, elle a été morose sur les marchés de cacao brut en fève (-20,7%), d'huiles et autres produits provenant de la distillation des goudrons (-100%), de bois sciés (-7,5%), d'engrais (-99,7%), de barres en fer ou en aciers non alliés (-42,8%) et de café (-14,3%).

3.3.2.2- Principaux produits et leurs destinations

La structure des exportations du Cameroun au premier semestre 2017 indique qu'elles continuent de reposer sur les produits traditionnels tels que les produits pétroliers, le cacao en fèves, le bois, le coton, l'aluminium, la banane, le caoutchouc et le café. Les 15 premiers produits exportés ont représenté plus de 90% de la valeur totale des exportations.

Graphique 7 : Part en valeur des principaux produits exportés au premier semestre 2017



Source : DGD/SYDONIA

• Les huiles brutes de pétrole :

Le pétrole brut a représenté au premier semestre 2017, plus de 40% de la valeur des exportations totales et reste le premier produit à l'exportation. Les ventes sont évaluées à 397 milliards de FCFA, soit une hausse de 14,8% en glissement annuel. Les quantités ont baissé, passant de 2,38 millions tonnes à 1,81 million tonnes soit une baisse de 23,8%. L'Espagne (29,3%), l'Italie (26,2%), la Chine (15,1%), le Portugal (15,0%) et la France (14,3%) sont les destinations de ce produit au cours du premier semestre 2017.

• Le cacao brut en fève

Malgré une baisse en valeur au premier semestre 2017 de 27,9%, le cacao brut en fèves se maintient au rang des principales exportations avec des ventes établies à 103,6 milliards de FCFA pour 108,7 mille tonnes. L'on relève une hausse des volumes exportés de 35,3%. Les Pays-Bas sont le principal client avec 60,4% des parts suivis de la Malaisie (15,8%), de l'Indonésie (11,9%) et de la Belgique (7,0%).

• Le bois brut :

Au premier semestre 2017, le bois brut reste l'un des principaux produits à l'exportation avec 513,0 mille tonnes pour 58,9 milliards de FCFA. L'on observe une hausse de 31,6% en volume et de 28,0% en valeur relativement au premier semestre 2016. Le bois brut est exporté essentiellement en Asie avec comme destinations privilégiées la Chine (54,1%) et le Vietnam (37,5%).

• Le bois scié

Au premier semestre 2017, le bois scié reste l'un des principaux produits à l'exportation avec 250,7 mille tonnes pour 77,7 milliards de FCFA. En glissement annuel, les exportations baissent de 7,4% en valeur malgré la hausse de

1,8% en quantité. Le bois scié est exporté principalement en Europe et en Asie avec comme pays de destinations privilégiées la Belgique (24,3%), la Chine (15,6%), l'Italie (7,5%) et la France (6,7%).

- **Le coton brut**

Le Cameroun a exporté au premier semestre 2017, un volume de 75,1 mille de tonnes de coton brut correspondant à 69,7 milliards de FCFA. En glissement, ces exportations sont en hausse aussi bien en quantité (+14,6%) qu'en valeur (22%). Le coton brut se maintient parmi les principaux produits exportés. Il est essentiellement exporté en Asie et ses confins : Bangladesh (+36,3%), Inde (22,7%), Turquie (12,5%), Malaisie (8,2%), Vietnam (+7,4%) et Chine (6,6%).

- **L'aluminium brut**

Au premier semestre 2017, les exportations d'aluminium brut augmentent aussi bien en quantité (+18,1%) qu'en valeur (+18%). La valeur exportée est 44,7 milliards de FCFA. L'aluminium brut reste l'un des principaux produits exportés par le Cameroun. Ces ventes sont effectuées auprès de l'Union Européenne et particulièrement en Italie (70,4%), en France (26,4%) et aux Pays-Bas (1,7%).

En dehors des principaux produits énumérés ci-dessus, le Cameroun a également exporté au premier semestre de 2017 :

Les pâtes de cacao (11,5 mille tonnes pour 21,7 milliards de FCFA). Les expéditions de ce produit sont principalement réparties entre les Etats-Unis d'Amérique (38,5%), la France (32,6%), l'Allemagne (13,8%), la Malaisie (5,9%) et l'Italie (5,7%).

Le caoutchouc naturel (18,8 mille tonnes pour 20,9 milliards de FCFA), destiné à divers pays dont les Etats-Unis d'Amérique (17,6%), la Belgique (13,4%), les Pays-Bas (13,5%),

l'Allemagne (13,0%), l'Italie (11,5%), et l'Espagne (8,4%).

La banane (144,2 mille tonnes pour 19,0 milliards de FCFA) destinée essentiellement à l'Union Européenne avec comme principaux pays clients la Belgique (41,0%), la France (21,4%), l'Italie (20,2%) et la Grande Bretagne (16,0%).

Le savon (30,3 mille tonnes pour 15,5 milliards de FCFA) exporté vers la sous-région : Tchad (35,9%), Nigeria (28,6%), République du Congo (23,0%), Gabon (8,9%), Guinée Equatoriale (2,2%) et République Centrafricaine (1,3%).

Les beurre, graisse & huile de cacao (7,2 mille tonnes pour 14,6 milliards de FCFA). Ces dérivés du cacao sont achetés par la France (70,7%) et la Belgique (28,7%).

Le café (19,5 mille tonnes pour 14,2 milliards de FCFA) exporté vers la Belgique (28,3%), l'Algérie (19,1%), l'Allemagne (11,0%), les Etats-Unis d'Amérique (9,7%) et le Portugal (9,4%).

3.3.2- LES IMPORTATIONS

3.3.3.1- Evolution globale

Le Cameroun a importé au cours du premier semestre 2017, 3 011 mille tonnes de marchandises pour une valeur de 1 322 milliards de FCFA contre 3 560 mille tonnes pour 1 399 milliards de FCFA au premier semestre 2016 ; soit un recul tant en valeur (-5,5%) qu'en volume (-15,4%).

Tableau 14 : Evolution des importations

Q(quantités) en milliers de tonnes et V(valeurs) en milliards de FCFA

	1 ^{er} semestre 2016		1 ^{er} semestre 2017		variations relatives 1sem17/1sem16	
	Q	V	Q	V	Q	V
Total importations	3 560	1 399	3 011	1 322	-15,4%	-5,5%
<i>Dont Pétrole brut</i>	<i>662</i>	<i>120</i>	<i>69</i>	<i>19</i>	<i>-89,6%</i>	<i>-84,5%</i>
<i>Carburant et lubrifiants</i>	<i>184</i>	<i>66</i>	<i>316</i>	<i>111</i>	<i>72,2%</i>	<i>68,0%</i>
<i>Import Hors Pétrole brut</i>	<i>2 898</i>	<i>1 279</i>	<i>2 942</i>	<i>1 303</i>	<i>1,5%</i>	<i>1,9%</i>
<i>hors Pétrole brut / Carburant et lubrifiants</i>	<i>2 714</i>	<i>1 213</i>	<i>2 626</i>	<i>1 192</i>	<i>-3,3%</i>	<i>-1,7%</i>

Source : DGD/SYDONIA

La baisse des importations camerounaises en valeur est accentuée par celle du pétrole brut qui enregistre un recul de 84,5%. Cette baisse des importations de pétrole brut a été compensée par des achats plus accrus de carburants et lubrifiants (+68,0%). Hors pétrole brut, l'on relève une hausse tant en valeur (+1,9%) qu'en volume (+1,5%).

Le recul global des importations est imputable à celui des achats à l'extérieur des noyaux d'utilisation ci-après : « Produits bruts d'origine minérale ou autres » (-77,0%), « Alimentation-Boissons-Tabacs » (-20,4%), « Consommation des ménages » (-5,7%), « Matériels de transport » (-2,7%) et « Equipement agricole » (-30,8%). Dans le même temps, l'on a observé une hausse des importations des « Energie et lubrifiants » (+68,5%), « Produits bruts d'origine animale ou végétale » (+16,7%), « Consommation des entreprises » (+5,1%), « Demi-produits » (+3,1%) et « Equipements industriels » (+3,4%).

Tableau 15 : Importations par noyaux d'utilisation

Q (quantités) en milliers de tonnes et V (valeurs) en milliards de FCFA

Noyaux	1 ^{er} semestre 2016			1 ^{er} semestre 2017		
	Q	V	Part en Valeur %	Q	V	Part en Valeur %
0: Alimentation-Boissons-Tabacs	556,0	244,8	17,5%	467,7	194,9	14,8%
1: Energie et lubrifiants	218,0	77,4	5,5%	365,8	130,4	9,9%
2: Produits bruts d'origine animale ou végétale	330,5	61,2	4,4%	395,9	71,4	5,4%
3: Produits bruts d'origine minérale ou autres	863,5	129,5	9,3%	292,2	29,8	2,3%
4: Demi-produits	1 195,3	231,8	16,6%	1 133,2	238,9	18,1%
5: Matériel de transport	69,4	111,7	8,0%	61,1	108,6	8,2%
6: Equipement agricole	1,2	2,1	0,1%	1,0	1,4	0,1%
7: Equipement industriel	50,4	191,9	13,7%	41,4	198,5	15,0%
8: Consommation des ménages	129,8	172,8	12,4%	117,7	162,9	12,3%
9: Consommation des entreprises	146,2	175,7	12,6%	134,9	184,6	14,0%
Total général	560,3	1 398,7	100,0%	3 010,8	1 321,5	100,0%

Source : DGD/SYDONIA

3.3.3.2- Principaux produits importés et leur origine

Contrairement à l'exportation, le Cameroun importe une gamme assez variée de produits mais certains dominant tant en volume qu'en valeur. Les cinq premiers produits couvrent près du quart des importations au premier semestre 2017.

• Les carburant et lubrifiants

Comme à l'exportation les carburant et lubrifiant sont parmi les produits phares et représentent au premier semestre 2017 près de 8,4% du total des importations camerounaises en valeur. Ce produit a connu une augmentation tant en volume (+72,2%) qu'en en valeur (+68,0%) à la faveur de la baisse de la production de la SONARA. Les volumes importés sont passés de 183,7 mille tonnes à 316,3 mille tonnes et les valeurs de 65,9 milliards de FCFA à 110,7 milliards de FCFA au premier semestre 2017. La grande partie des importations provient de l'Afrique de l'Ouest : Togo (+63,8%) et Cote d'Ivoire (8,6%).

- **Le riz**

Malgré la baisse enregistrée tant en volume (-13,3%) qu'en valeur (-8,0%), le riz se maintient au rang des principales importations, avec des achats de 242,5 mille tonnes pour une valeur de 59,7 milliards de FCFA au premier semestre 2017. Presque tout le riz importé au cours de cette période provenait la Thaïlande (97,6%).

- **Le clinker**

Au premier semestre 2017, l'on assiste une baisse des importations de clinker de 16,3% en volume et 18,4% en valeur. Celles-ci se sont établies à 566,6 mille tonnes pour 23,9 milliards de FCFA contre 676,7 mille tonnes pour 29,2 milliards de FCFA en glissement annuel. Les pays fournisseurs du Cameroun sont le Portugal (46,8%), l'Espagne (22,5%), le Maroc (14,4%), Turquie (12,0%) et la Grèce (4,4%).

- **Les appareils électriques pour la téléphonie ou la télégraphie ... télécommunication numérique**

Les importations des appareils électriques pour la téléphonie ou la télégraphie ont connu au premier semestre 2017, une hausse de 12,6% de leurs importations en valeurs passant de 39,3 milliards à 44,2 milliards de FCFA entre le premier semestre 2016 et le premier semestre 2017. La Chine avec une part de 60,3% est le principal fournisseur. Suivent la Hongrie (12,3%), la Pologne (11,1%), l'Estonie (3,1%) et l'Inde (2,5%).

- **Les véhicules de tourisme**

Les véhicules de tourisme connaissent un recule de 4,5 % de leurs importations en volume et 8,4% en valeur. Le Cameroun a importé un

total de 18 477 véhicules de tourisme contre 20 166 un an plus tôt. En termes de valeur les importations sont évaluées à 27,2 milliards au premier semestre 2017 contre 39,9 milliards en glissement annuel. Au premier semestre 2017, les véhicules de tourisme importés sont principalement d'origine japonaises (62,1%), Allemande (8,9%), Sud-coréenne (6,2%) et Sud-africaine (4,0%).

- **Les véhicules automobiles pour le transport des marchandises**

Les véhicules automobiles pour le transport des marchandises, malgré le recul en volume (-5,1%) connaissent une hausse en valeur (+9,5%) de leurs importations. Le Cameroun a importé au total 4 023 véhicules automobiles pour le transport des marchandises au premier semestre 2017 contre 4 237 unités en glissement annuel. En termes de valeur ces importations sont évaluées à 27,2 milliards contre 24,8 milliards. Ces véhicules sont principalement d'origine allemande (33,5%), sud-africaine (17,7%), japonaise (14,7%) et française (7,8%).

- **Les pesticides**

Les importations de pesticides croissent de 40,7% en volume et 33,8% en valeur pour se situer à 28,2 milliards de FCFA (10,9 mille tonnes) au premier semestre 2017. Ces produits composés d'herbicides (47%), de fongicides (27%) et d'insecticides (23%) ont pour origines, entre autres, la Chine (64,1%), la France (10,3%), l'Inde (7,0%) et la Hongrie (4,7%).

- **Les médicaments conditionnés pour la vente au détail**

Au premier semestre 2017, le Cameroun a importé pour 50,0 milliards de FCFA de médicaments conditionnés pour la vente au

détail contre 51,1 milliards de FCFA en glissement annuel ; soit une baisse de 2,2%. Les fournisseurs du Cameroun sont assez diversifiés, toutefois l'on distingue principalement la France (31,2%), l'Inde (28,6%), la Chine (7,8%), l'Allemagne (5,5%), le Maroc (5,5%), l'Italie (3,0%) et l'Espagne (3,0%).

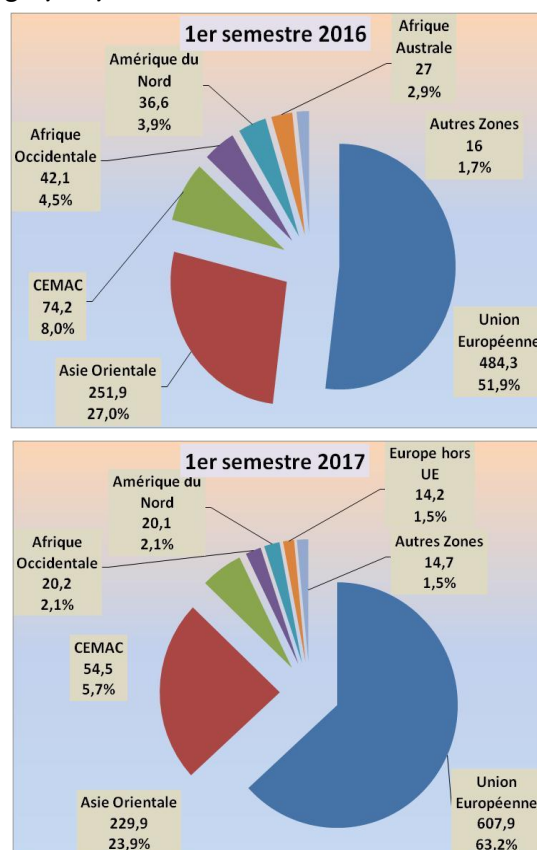
• Les poissons congelés

Les importations de poissons congelés connaissent une baisse de 32,4% en volume et de 48,0% en valeur et se situent à 50,9 milliards de FCFA pour 90,1 mille tonnes contre 97,8 milliards de FCFA pour 133,3 mille tonnes. Les origines du poisson congelé importé au Cameroun sont largement diversifiées et couvrent presque tous les continents avec une domination de l'Afrique (42,4%). Au premier semestre 2017, les principaux pays fournisseurs sont dans l'ordre : l'Irlande (16,3%), le Sénégal (14,6%), la Mauritanie (14,2%), la Russie (8,9%), la Chine (6,1%), et la Nouvelle Zélande (5,8%).

3.3.3- ORIENTATION GEOGRAPHIQUE

Le Cameroun exporte ses produits vers toutes les zones géographiques mais l'essentiel va vers l'Union Européenne, l'Asie Orientale, la CEMAC, l'Afrique Occidentale et l'Amérique du Nord. En effet ces cinq zones représentent au premier semestre 2017, un peu plus de 97% des exportations du Cameroun.

Graphique 8 : Exportations par zones géographiques



Source : DGD/SYDONIA

Avec 63% des parts en valeurs, L'Union Européenne est la principale destination des produits camerounais. Elle aura importé au total et en valeur 607,9 milliards de FCFA au premier semestre 2017 contre 484,3 milliards en glissement annuel soit une hausse de 26%. Cette situation a renforcé sa position grâce notamment à des importations en hausse de pétrole brut (+67%).

L'Asie Orientale arrive en deuxième position avec 23,9% des parts en valeur au premier semestre 2017 contre 27,0% au premier semestre 2016. Le Cameroun a exporté vers cette zone au cours de la période, pour un montant total de 229,9 milliards de FCFA en baisse de 9% en glissement annuel. La CEMAC

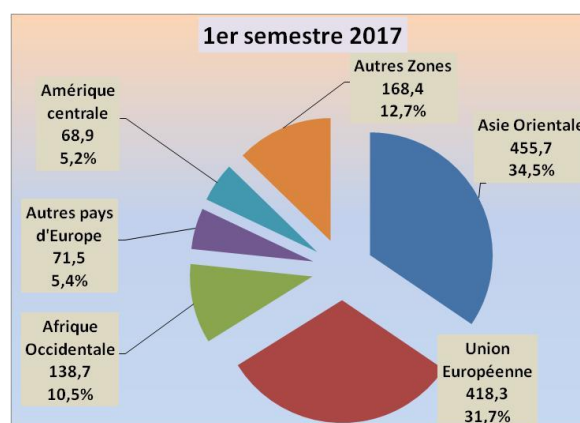
vient en troisième position avec 5,7%⁷ des exportations en valeur au premier semestre 2017. Les exportations camerounaises vers les autres pays de la CEMAC ont connu une baisse de 27% consécutive au recul des exportations de carburant et lubrifiants (-72%), d'engrais, de savons et de fer à béton

Au premier semestre 2017, le Cameroun a eu pour principaux partenaires à l'exportation l'Italie (17,0%), l'Espagne (13,4%), la Chine (11,6%), la France (10,8%), les Pays-Bas (7,3%), le Portugal (6,5%), la Belgique (5,0%), le Vietnam (3,3%), le Bangladesh (2,9%) et la Malaisie (2,6%).

Enfin la hausse relevée des exportations est consécutive à celle à destination de certains pays. Il s'agit notamment de la France (+59 milliards; +131,4%), de l'Italie (+47 milliards; +40,4%), de la Chine (+38 milliards; +52,2%), de l'Espagne (+31 milliards; +31,4%) et du Portugal (+20 milliards; +49,1%). Cette évolution a été modérée par les expéditions vers l'Inde (-74 milliards de FCFA; -81,0%), les Pays-Bas (-36 milliards de FCFA; -33,8%), l'Afrique du Sud (-23 milliards de FCFA; -88,1%), les Etats-Unis d'Amérique (-17 milliards de FCFA; -46,8%), et Singapour (-17 milliards de FCFA; -95,8%).

Les importations du Cameroun se singularisent par la grande diversité des zones géographiques d'origines. Au premier semestre 2017, près de 35% des importations se sont effectuées avec l'Asie Orientale, 31,7% avec l'Union Européenne et 10,5% avec l'Amérique du Nord. La CEMAC ne vient qu'en dixième position avec 1,1% des importations en valeur.

Graphique 9 : Importations par zones géographiques



Source : DGD/SYDONIA

Le Cameroun a importé les produits de plus d'une centaine de pays au premier semestre 2017. Les dix plus importants qui concentrent 60,5% des importations sont dans l'ordre : la Chine (19,5%), la France (10,7%), le Togo (5,4%), la Thaïlande (4,9%), les Etats-Unis d'Amérique (3,9%), l'Allemagne (3,8%), la Russie (3,4%), l'Inde (3,3%), l'Italie (2,8%) et le Japon (2,7%).

Enfin, l'évolution des achats s'explique en partie par le recul observée des importations originaires de certains pays tels que la Mauritanie (-83%), la France (-12%), la Chine (-5%), le Sénégal (-56%), et l'Espagne (-26%). Cette baisse a été atténuée des importations du Togo (+92%), de la Russie (+87%), du Portugal (+157%), de Barbade (+177%) et de l'Italie (+27%).

⁷ Ce taux doit toutefois être relativisé car il faut tenir compte du volume des échanges informels

III.4. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION FINALE DES MENAGES

Au premier semestre 2017, les prix à la consommation finale des ménages sont restés quasi-stables (+0,1%) par rapport au deuxième semestre 2016.

En glissement annuel, l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) se redresse de 0,5%.

Cette hausse s'explique par le relèvement des prix des biens et services...

Le frémissement des prix sur un an proviendrait surtout de l'accélération des prix des biens et services divers (+1,9%), des prix des services de restaurants et hôtels (+1,3%), des services d'enseignement (+1,1%), des prix des articles d'habillement et chaussures (+1,1%), des prix de logement, eau gaz, électricité (+1,2%) et du relèvement des prix des boissons alcoolisées et tabacs (1,3%). La hausse des prix des services de restaurants et hôtels, soutenue par celle des prix des bières industrielles, est imputable aux nouvelles taxes sur l'hébergement, entrées en vigueur dans la loi de Finances 2017.

...atténué par la contraction des prix des produits alimentaires...

En revanche, les prix des produits alimentaires se contractent de 0,5% sur un an, tandis que ceux des communications décèlent (hausse de 0,3% sur un an et de 1% par rapport au 2ème semestre 2016). L'évolution des prix de la rubrique communication s'explique par la baisse de 3,6% du coût du matériel de téléphonie et de télécopie et de 2,3% des coûts de communication.

Le recul des prix des produits alimentaires s'explique par ceux des poissons et fruits de mer (-3,8%), des viandes (-2,5%), ainsi que ceux des céréales (-1,9%). La baisse des prix des poissons et fruits de mer résulte du repli de ceux des poissons frais, des poissons congelés

et ceux des poissons fumés, respectivement de 0,4%, 3,8% et 5,5%.

Les prix des viandes reculent de 2,5% surtout du fait de la baisse de 7,5% du prix du kilogramme de patte de bœuf.

Les prix des pains et céréales ont reculé de 1,9%. Cette évolution est essentiellement imputable à la chute des prix du maïs et du mil et à la présence de l'épizootie de la grippe aviaire, qui a contribué à la faiblesse de la demande des céréales.

Les prix des sucres, confitures, miel et chocolat ont diminué de 0,2%. Les prix des produits alimentaires n.c.a. ont reculé de 2,1% sous l'effet conjugué de la présence sur les étals du piment et de la faiblesse de la demande des bouillons alimentaires.

...malgré le frémissement des prix de quelques composantes...

Par contre, les prix des huiles et graisses ont augmenté de 4,9%, en lien principalement à la flambée des prix de l'huile de palme brute (7,6%). La hausse du prix du litre d'huile de palme est imputable à une offre insuffisante en raison de l'enclavement des zones de production rendant l'approvisionnement difficile en saison de pluie.

Les prix des fruits ont augmenté de 2,4%, malgré la contraction de 1,1% des prix des agrumes, à l'instar des oranges et des citrons.

Les prix des légumes sont en hausse de 3,4%, résultant en grande partie de la hausse de prix des féculents (+5,4%) et des légumes transformés (+4,1%) en général, de la banane fraîche non mûre (+8,2%), de la patate douce (+3,8%), du macabo (+2,4%), de la banane plantain (+2,8%), des ignames (+8%), du gari/tapioca (+6,4%) et du bibolo (+3,1%) en particulier.

Malgré l'application des droits de douanes sur les importations de riz depuis janvier 2016, le prix du kilogramme du riz est resté presque stable.

Tableau 16 : Evolution de l'indice des prix à la consommation finale des ménages

Fonction de Consommation	1 ^{er} Sem 2016	2 ^e Sem 2016	1 ^{er} Sem 2017	Variation (en %)	
	a	b	c	c/b	c/a
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	110,7	111,1	110,1	-0,9	-0,5
Produits alimentaires	110,8	111,2	110,2	-0,9	-0,5
Boissons non alcoolisées	108,4	108,3	108,8	0,5	0,4
Boissons alcoolisées et tabacs	120,1	120,4	121,7	1,1	1,3
Articles d'habillement et chaussures	104,9	105,7	106,1	0,4	1,1
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	112,6	113,4	114	0,5	1,2
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	106,1	106,2	106,3	0,1	0,2
Santé	101,7	101,7	102	0,3	0,3
Transports	119,7	120,0	120,8	0,7	0,9
Communications	89,7	89,1	90	1,0	0,3
Loisirs et culture	102,7	103,2	103,4	0,2	0,7
Enseignement	112,3	113,2	113,5	0,3	1,1
Restaurants et hôtels	118,2	118,9	119,7	0,7	1,3
Biens et services divers	107,6	108,8	109,6	0,7	1,9
INDICE GENERAL	110,0	110,5	110,6	0,1	0,5

Source : INS

La hausse des prix n'est pas importée

Par groupe de produits, la hausse des prix sur un an s'explique par l'évolution des prix

locaux (+0,5%). Par contre, les prix des biens importés ont reculé de 0,1%.

Les produits énergétiques, essentiellement pétroliers, augmente de 0,2% contre 0,1% par rapport au 2^{ème} semestre 2016. La faiblesse des cours mondiaux du Brent d'une part et la stagnation de la fiscalité sur les produits pétroliers d'autre part, ont contribué à la maîtrise de ces prix.

Les prix des produits primaires se sont contractés aussi bien par rapport au deuxième semestre 2016 (-0,8%) qu'en glissement annuel (-0,1%). Les prix des produits secondaires ont augmenté de 0,4% en glissement annuel. La plus forte hausse ici est celle des services ou des produits tertiaires (+0,9% en glissement annuel et +0,6% par rapport au 2^{ème} semestre 2016).

Tableau 17 : Evolution de l'indice des prix par groupes secondaires des produits

Groupes de Produits	1 ^{er} Sem 016	2 ^e Sem. 016	1 ^{er} Sem 017	Variation (en %)	
	a	b	c	c/b	c/a
Produits locaux	111,7	112,3	112,3	0,0	0,5
Produits importés	105,4	105,2	105,3	0,1	-0,1
Energie	107,7	107,8	107,9	0,1	0,2
Produits pétroliers	107,7	107,8	107,9	0,1	0,2
Produits frais	116,8	116,7	115,8	-0,8	-0,9
Produits primaires	114,3	115,1	114,2	-0,8	-0,1
Produits Secondaires	104,4	104,7	104,8	0,1	0,4
Produits tertiaires	112,2	112,5	113,2	0,6	0,9
Services	112,3	112,6	113,3	0,6	0,9
INDICE GENERAL	110,0	110,5	110,6	0,1	0,5

Source : INS

Sur le plan spatial, les prix ont relativement plus augmenté à Bertoua

Sur le plan spatial et en glissement annuel, la hausse de l'IPC s'explique par la variation des prix à Bertoua (+1,9%), à Yaoundé (+1,2%), à Bafoussam (1,0%) et à Ebolowa (0,9%).

Par rapport au deuxième semestre 2016, l'évolution de l'Indice général des prix est attribuable à la variation des prix à Bertoua

(+1,1%), à Yaoundé et à Ebolowa (+0,5%), atténuée par les prix à Bamenda et à Bafoussam (-0,5%).

Les prix ont reculé aussi en glissement annuel que par rapport au 2ème trimestre 2016 à Bamenda et Buea.

Tableau 18 : Evolution de l'indice des prix dans les chefs-lieux des régions

	1 ^{er} Sem 2016	2 ^e Sem 2016	1 ^{er} Sem 2017	Variation (en %)	
	a	b	c	c/b	c/a
Yaoundé	109,4	110,2	110,7	0,5	1,2
Douala	110,7	110,7	110,8	0,1	0,1
Bafoussam	108,8	110,5	109,9	-0,5	1,0
Bamenda	110,1	110,5	110,0	-0,5	-0,1
Garoua	108,6	109,4	109,1	-0,3	0,5
Maroua	110,2	109,5	109,9	0,4	-0,3
Ngaoundéré	107,9	108,5	108,2	-0,3	0,3
Bertoua	109,2	110,1	111,3	1,1	1,9
Buea	112,1	112,5	112	-0,4	-0,1
Ebolowa	112,1	112,5	113,1	0,5	0,9
INDICE National	110,0	110,5	110,6	0,1	0,5

Source : INS

IV. OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES SUR LES EVOLUTIONS ET PERSPECTIVES SECTORIELLES

IV.1. SITUATION D'ENSEMBLE

Les résultats présentés ici sont issus de l'enquête de conjoncture réalisée par la CCIMA au cours du mois de septembre 2017 auprès de 190 entreprises camerounaises.

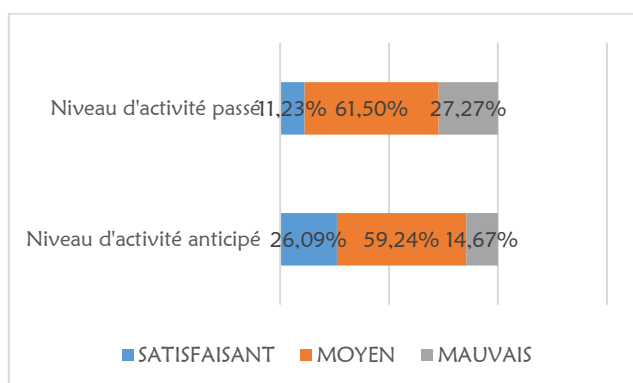
Un semestre rude pour les entreprises ...

Dans l'ensemble, le niveau d'activité est jugé mauvais avec un solde d'opinion 16,2%. Pour 61,5% des entreprises enquêtées, le niveau d'activité a été stable au cours du premier semestre 2017. La tendance est moins bonne que celle observée au cours du second semestre 2016 où le solde d'opinion (*différence entre les dirigeants ayant déclaré un niveau d'activité favorable et ceux ayant reconnu une baisse d'activité*) défavorable des chefs d'entreprise était de 12,1%.

...plus accentuée dans les entreprises de services...

L'activité a été particulièrement morose dans les entreprises de prestations de services. Ceci est contraire aux prévisions optimistes des chefs d'entreprises qui envisageaient au cours du second semestre 2016 une reprise de l'activité au cours du premier semestre 2017.

Graphique 10 : Opinion des chefs d'entreprises sur le niveau d'activité



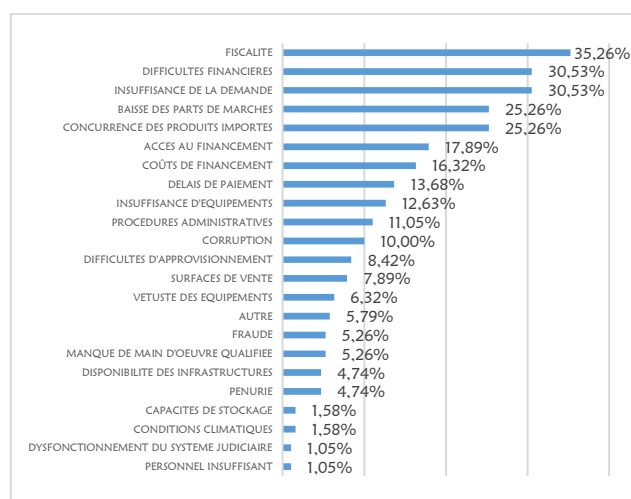
Source : Enquête auprès des chefs d'entreprises, juillet 2017

..en cause, des contraintes variées ...

L'activité morose de certaines sociétés s'explique par des contraintes variées.

Au cours du premier semestre 2017, les principales contraintes auxquelles les entreprises font face sont : la fiscalité (35,3%), les difficultés financières (30,5%), la faiblesse de la demande (30,5%), la baisse des parts de marché (25,3%), la concurrence des produits importés (25,3%) et l'accès au financement (17,9%).

Graphique 11 : Facteurs limitant l'amélioration de l'activité



Source : Enquête auprès des chefs d'entreprises, juillet 2017

Avec un solde d'opinion de 32,9%, les chefs d'entreprises déclarent que les bénéfices ont baissé.

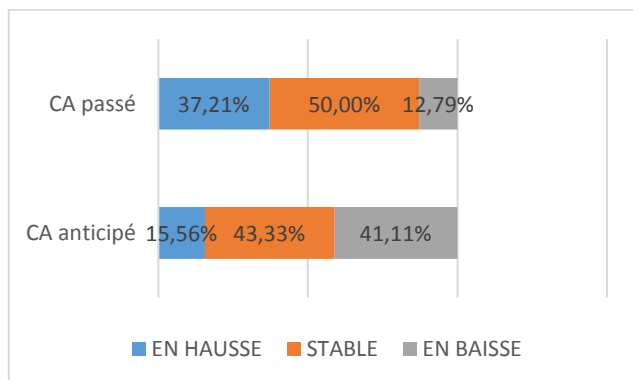
Sur le niveau d'activité, les perspectives sont encourageantes pour l'ensemble des entreprises. La plupart vont conserver leur niveau moyen d'activité et l'optimisme est de mise puisque 26,1% des chefs d'entreprises anticipent des lendemains meilleurs.

... reflétée par la dégringolade du chiffre d'affaires...

Au premier semestre 2017, le chiffre d'affaires a baissé, pour un solde d'opinion de 25,5%

des chefs d'entreprise interrogés. Seuls 10,7% des responsables d'entreprises de commerce ont vu leur chiffre d'affaires augmenter au cours de cette période.

Graphique 12 : Opinion des chefs sur l'évolution du chiffre d'affaires



Source : Enquête auprès des chefs d'entreprises, juillet 2017

De nombreux facteurs ont contribué à cette situation.

La production des entreprises était en baisse, avec des stocks nettement inférieurs à la normale, et des délais de rotation des stocks stables voire plus longs. Les entreprises utilisent leurs capacités de production à hauteur de 53,4%, quoique celles-ci sont dans la plupart des cas suffisantes (55,6%) voire plus, et que les entreprises sont à mesure de produire davantage s'il y a lieu.

... qui elle-même s'explique par la baisse du niveau de commandes...

Le niveau des commandes a baissé pour 39,3% des chefs d'entreprises interrogés et en hausse pour seulement 16,1% d'entre-deux. Cette évolution des commandes est la principale raison évoquée par les chefs d'entreprises interrogés pour justifier le recul du chiffre d'affaires.

... renforcée par des hausses des coûts d'approvisionnement et d'énergie...

Les conditions d'approvisionnement ont été normales dans la plupart des cas (57,4%), mais

elles ont aussi été difficiles pour 34,9% des chefs d'entreprises interrogés. Le secteur de l'artisanat a en été principalement affecté, les responsables de ce secteur les ont trouvés particulièrement difficiles.

Les coûts de production, stables pour la majorité des chefs d'entreprises, ont été en hausse pour un quart des chefs d'entreprises interrogés. Ceux-ci décrivent la hausse des coûts de l'énergie (40,6%) et d'approvisionnement.

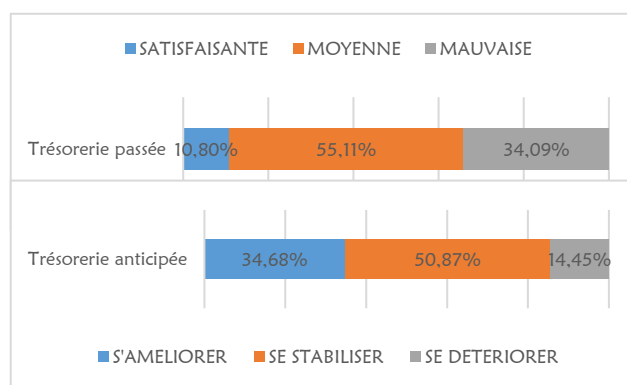
... et le recul des prix de vente...

Les prix de vente ont baissé avec un solde d'opinion de 11%. Pour 67,1% des chefs d'entreprises interrogés ces prix sont demeurés stables.

... la dégradation de la trésorerie...

Pour 71,9% des chefs d'entreprises interrogés, la situation de trésorerie de l'entreprise a été difficile au cours du premier semestre 2017. Même si elle a été moyenne pour 55,1%, elle n'a pas été bonne pour 34,1% d'entre eux, en particulier pour les entreprises industrielles et artisanales.

Graphique 13 : Opinion des chefs d'entreprise sur la trésorerie

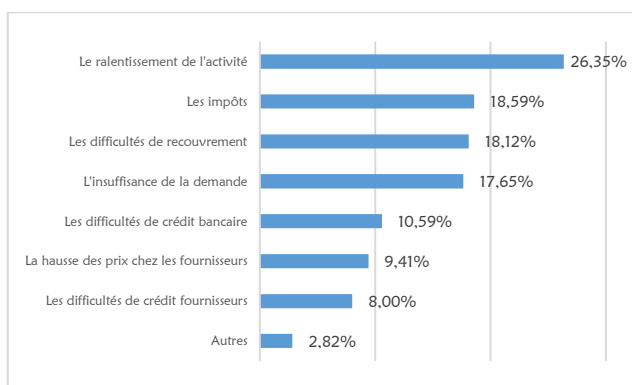


Source : Enquête auprès des chefs d'entreprises, juillet 2017

... influencée négativement surtout par l'activité...

Les principaux facteurs ayant grevé la trésorerie des entreprises au premier semestre 2017 sont le ralentissement de l'activité (26,3%), les impôts (18,6%), les difficultés de recouvrement (18,1%), l'insuffisance de la demande (17,6%) et dans une moindre mesure, la difficulté à obtenir un crédit (bancaire ou fournisseur).

Graphique 14 : Charges ayant affecté la trésorerie au 1^{er} semestre 2017



Source : Enquête auprès des chefs d'entreprises, juillet 2017

Cette tendance est confirmée par les délais de paiement de la clientèle qui se sont allongés sur la même période, pendant que les délais de règlement accordés par les fournisseurs restaient stables ou se raccourcissaient.

Sur la trésorerie, les chefs d'entreprises sont optimistes puisque 35,6% d'entre eux pensent que leur trésorerie va connaître une nette amélioration au second semestre 2017. Toutefois, les délais de règlement des fournisseurs, bien que de plus en plus courts, vont continuer à impacter négativement la trésorerie des entreprises.

Léger frémissement de l'emploi...

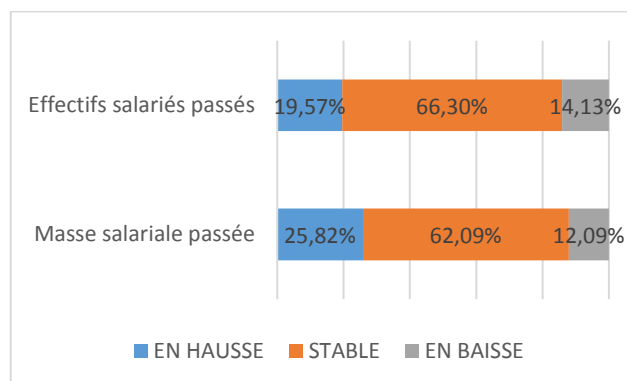
L'emploi et les salaires sont restés globalement stables (~66%) au premier semestre 2017. Toutefois, 19,6% des chefs d'entreprise

estiment que les effectifs et leur corollaire (la masse salariale) ont augmenté.

Si dans la plupart des cas (74,3%), les chefs d'entreprises n'éprouvent pas de difficultés dans le recrutement de leur personnel, les 25,7% autres reconnaissent en avoir, particulièrement dans le recrutement des non-cadres, pour lesquels des profils particuliers sont recherchés ainsi qu'un minimum de qualification.

Les perspectives sont encourageantes puisque mêmes si le gros des effectifs n'évoluera pas, les chefs d'entreprises envisagent de recruter du personnel (24,9%) ou tout au moins de conserver son personnel (6,2% de licenciements envisagés).

Graphique 15 : Opinion des chefs d'entreprises sur les effectifs salariés et la masse salariale

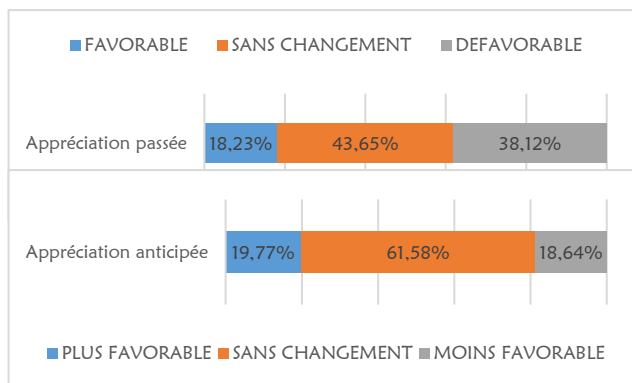


Source : Enquête auprès des chefs d'entreprises, juillet 2017

...dans un contexte où le climat des affaires reste maussade...

Dans l'ensemble des secteurs d'activité, 81,8% des responsables interrogés estiment que le climat des affaires n'a pas été favorable au premier semestre 2017.

Graphique 16 : Perception du climat des affaires



Source : Enquête auprès des chefs d'entreprises, juillet 2017

Plus d'un tiers des entreprises interrogées ont rencontré des difficultés particulières au cours de la période. Il s'agit, entre autres, de la crise anglophone, de l'insécurité grandissante, mais aussi de l'insuffisance de la fourniture d'énergie électrique, des difficultés avec l'administration fiscale (pose de scellés), des conditions climatiques et la dégradation des routes, des cours internationaux, ainsi qu'une vive concurrence dans certains secteurs où l'activité connaît une rapide mutation.

...et l'investissement en a pâti...

Résultat, plus d'un tiers des entreprises n'a investi, tandis que seulement 20% d'entre elles a réalisé des investissements. Si les entreprises souhaitent renouveler l'outil de production devenu vétuste, elles sont freinées dans cet élan par les difficultés de financement. D'ailleurs, le financement de l'investissement s'est fait principalement sur fonds propres (pour 69,1% des chefs d'entreprises), et dans une moindre mesure par le crédit bancaire (20,7%) ou le crédit-bail (6,9%). Cette configuration du mode de financement n'a pratiquement pas évolué depuis environ quatre semestres.

S'agissant de la loi de Finances 2017 entrée en vigueur au début de semestre, seuls 19,0% des

entreprises interrogées la trouvent favorables à leur activité. Elle est particulièrement décriée par les entreprises des secteurs Mines, Industrie & BTP et Commerce.

...des conditions des échanges extérieurs à améliorer...

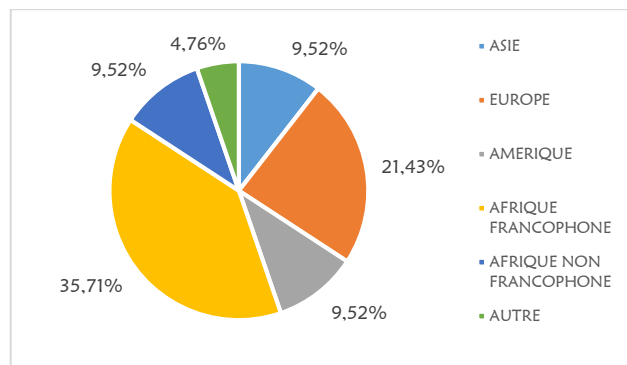
Pour la majorité (65,5%) des opérateurs économiques interviewés, les conditions d'importations sont restées stables. Néanmoins, 19,0% estiment que les conditions sont mauvaises. Les entreprises souhaitent voir des améliorations au niveau des procédures administratives, des délais, des coûts, mais aussi de la sécurité. Il est à noter que la dématérialisation des procédures douanières sera obligatoire dès septembre 2017.

...conjuguées à la faiblesse du niveau de commande, ont pesé sur le chiffre d'affaires...

Pour les entreprises qui exportent, le chiffre d'affaires a été en baisse au premier semestre 2017, en lien avec la baisse du niveau de commandes. Les chefs d'entreprise restent optimistes quant à l'avenir.

Les chefs d'entreprises interrogées affirment vendre leurs produits en Afrique francophone (35,7%), en Europe (21,4%), en Asie, Afrique non francophone et Amérique (9,5%).

Graphique 17 : Répartition géographique des destinations des exportations



Source : Enquête auprès des chefs d'entreprises, juillet 2017

L'impact des APE sera lourd du fait d'une absence de mesures d'accompagnement

Les effets de l'entrée en vigueur de l'APE le 4 août 2016 continuent à être contenus puisque seuls 11,2% des chefs d'entreprises interrogés affirment en ressentir les effets sur leurs activités. Si certaines des entreprises voient leurs ventes s'améliorer avec l'ouverture de nouveaux horizons ou ont un plus grand accès à certains intrants comme les produits animaliers, pour d'autres, ils font face à la vive concurrence des produits importés qui entrent massivement sur le territoire. De manière générale, les entreprises ne prennent pas de mesures particulières pour y faire face.

En dehors des difficultés financières que rencontrent les entreprises, la réglementation, l'insécurité transfrontalière ainsi que l'absence des débouchés empiètent sur leur volonté à exporter.

Des perspectives de court terme presque toutes au vert

Dans leur ensemble, les chefs d'entreprises sont optimistes quant aux affaires au second semestre 2017. Le chiffre d'affaires connaîtrait une hausse importante, à défaut de rester stable. De même, la production pourrait connaître une hausse, et les prix pratiqués seraient plutôt stables.

Les variations des prix attendues au second semestre 2017 pourraient être imputables aux fêtes de fin d'année avec la mise en place des soldes, à la baisse de la demande, mais aussi à la baisse des coûts de revient. Les variations à la hausse seraient imputables à une hausse des coûts des matières premières, aux difficultés d'approvisionnement ainsi qu'à la réalisation de certains investissements (humain, matériel, certification, etc.).

Les conditions d'approvisionnement seraient moins difficiles, et les entreprises envisagent reconstituer leurs stocks pour faire face à l'augmentation envisagée des commandes, même s'ils craignent un allongement des délais de rotation des stocks.

En termes de perspectives, les chefs d'entreprises sont peu optimistes. Cette attitude influence négativement les décisions d'investissements futurs.

IV.2. ACTIVITES INDUSTRIELLES

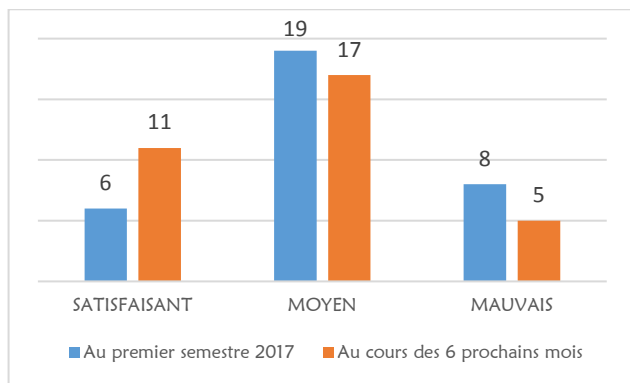
Activité moyenne dans l'industrie...

Au premier semestre 2017, les chefs d'entreprises industrielles estiment que l'activité n'a pas été très reluisante (solde d'opinion de -2). Toutefois, dans leur majorité, ils affirment que le niveau d'activité a été moyen.

...toutefois, demain sera légèrement mieux qu'aujourd'hui ...

Par contre, l'avenir est entrevu avec optimisme. Les industriels répondants sont en effet plus nombreux à prévoir une activité plus satisfaisante au cours des six prochains mois, ainsi qu'en témoigne le solde d'opinion nettement positif (+6) sur les perspectives d'activité.

Graphique 18 : Opinion des chefs d'entreprises industrielles sur le niveau d'activité (en %)



Source : Enquête auprès des chefs d'entreprises, juillet 2017

...freinée par la concurrence des produits importés et la fiscalité...

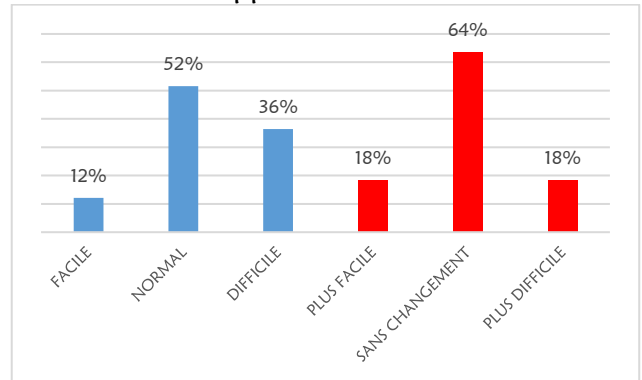
Le principal facteur inhibiteur de l'activité chez les industriels serait la concurrence des produits étrangers. Près de 21% des répondants ont retenu la concurrence comme premier sur la liste des facteurs délétères à leur activité, suivi de la fiscalité. Mais au final, la proportion des industriels ayant indiqué la fiscalité comme facteur limitant les possibilités d'amélioration de leur niveau d'activité avoisine les 41% des répondants.

...et par des conditions d'approvisionnements difficiles...

Appréciant leurs conditions d'approvisionnement, les chefs d'entreprises industrielles notent qu'elles restent globalement difficiles. Seuls 12% environ d'entre eux pensent que leurs conditions d'approvisionnement sont bonnes. Au cours des six prochains mois, la situation demeurerait inchangée.

Les industries agroalimentaires éprouveraient plus de difficultés que les autres industries. Environ 60% des chefs de ces entreprises ont estimé que les conditions d'approvisionnement sont mauvaises ; aucune ne les trouve bonnes. ».

Graphique 19 : Opinion des chefs d'entreprises sur les conditions d'approvisionnement



Source : Enquête auprès des chefs d'entreprises, juillet 2017

...et par le renchérissement des coûts de production

A part dans les industries de production d'électricité, gaz et air conditionné, où il y aurait eu, d'après les répondants, une baisse des coûts de production, l'on aurait assisté à un renchérissement des coûts de production industriels au premier semestre 2017. La hausse des coûts des matières premières tant importées que locales, de l'énergie et des salaires, en serait la principale cause.

Le taux d'utilisation des capacités de production est tout juste moyen ...

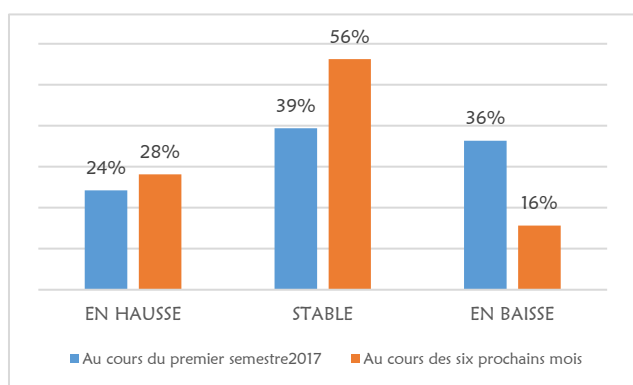
Le taux d'utilisation moyen des capacités de production dans l'industrie tourne autour de 54%. Les commandes, dont très peu de chefs d'entreprise (14,7%) jugent satisfaisant le niveau à la fin du premier semestre, n'auraient aucun mal à être satisfaites si elles augmentaient. Plus de la moitié des industriels (64,7%) ont déclaré être à mesure de faire face à une demande excédentaire supérieure à celle courante.

.... baisse de production surtout dans les industries agroalimentaires, mais optimisme de mise

Au premier semestre 2017, la proportion des chefs d'entreprises qui croient que leur

production a diminué est supérieure à celle qui estime qu'elle a augmenté. Toutefois, ils sont plus nombreux à être optimistes pour l'avenir. Environ 28% des répondants estiment que la production serait en hausse au 2^{ème} semestre 2017.

Graphique 20 : Opinion sur l'évolution de la production



Source : Enquête auprès des chefs d'entreprises, juillet 2017

La production dans les industries agroalimentaires est celle qui aurait enregistré la plus forte baisse. Pour 57% des répondants de cette branche la production est restée stable.

Les prix sont sur une tendance baissière...

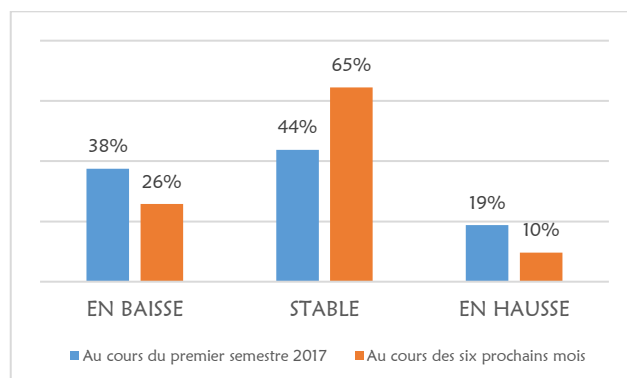
Malgré le renchérissement des coûts de production observé, les prix des produits ont plutôt eu tendance à diminuer. Ce que révèle le solde d'opinion sur l'évolution des prix des produits, lequel penche en faveur de ceux qui ont estimé que leur prix de vente a baissé au cours de la période sous-revue. La tendance devrait se maintenir dans les six prochains mois, pour les industriels interviewés.

...du fait de la concurrence et de l'atonie du marché...

Au registre des causes d'une probable variation des prix sont inscrits, entre autres, les points suivants : concurrence, morosité du marché,

baisse des cours des matières premières, le changement climatique...

Graphique 21 : Evolution des prix



Source : Enquête auprès des chefs d'entreprises, juillet 2017

...dans un contexte de réduction des stocks...

Les niveaux des stocks ont globalement baissé dans l'industrie au premier semestre 2017. En effet, 64,3% des chefs d'entreprises estiment que le niveau de leur stock a diminué au cours des six premiers mois de l'année. Excepté les industries du caoutchouc, où l'on a observé une hausse des stocks, toutes les autres branches ont eu tendance à réduire leurs stocks.

Pour les mois à venir, les choses devraient revenir à la normale, même si la tendance baissière pourrait dominer.

...et de rallongement des délais de paiement de la clientèle et de raccourcissement de ceux de règlement

La majorité (46,7%) des répondants aurait subi le rallongement des délais de paiement de leur clientèle alors que sur la même période, les délais de règlement accordés aux fournisseurs se seraient raccourcis. La tendance au cours des six prochains mois ne devrait pas changer ; l'opinion étant en faveur de ceux qui estiment qu'ils n'auraient pas d'autre choix que

de consentir au rallongement des délais recouvrement.

Hausse attendue des effectifs employés...

En ce qui concerne l'emploi, les opinions des chefs d'entreprise industrielle suggère une certaine stabilité. La proportion (20,6%), des entreprises ayant recruté est presque identique à celle ayant détruit les emplois.

Par contre, dans les six prochains mois, les dirigeants d'entreprises, surtout agroalimentaires et de BTP, pourraient augmenter leurs effectifs.

Baisse du chiffre d'affaires dans l'industrie...

La majorité des répondants dans l'industrie pense que leur chiffre d'affaires est en baisse sur la période sous revue. A l'exception des industries pharmaceutiques et du caoutchouc, où l'on a observé soit une stabilité et soit une augmentation, les chefs des autres types d'industries ont constaté une baisse du chiffre d'affaires. La situation a été beaucoup plus ressentie dans l'industrie agroalimentaire et dans les BTP. Au second semestre 2017, beaucoup de chefs escomptent un retour à la normale, en lien avec le regain d'activité projeté par les entreprises de ce secteur.

Les mêmes tendances sont observées pour les exportateurs du secteur. Au premier semestre 2017, plus de la moitié des exportateurs (54,5%) du secteur estiment que leur chiffre d'affaires a baissé. En perspective et, dans une large proportion, ils anticipent une amélioration de la situation au deuxième semestre 2017 surtout si les problèmes d'insécurité (que 40% d'entre eux évoquent comme facteurs limitant leur déploiement à l'extérieur) sont résolus.

En effet, 40% des exportateurs pensent que la contraction des commandes à l'export s'expliquerait par la situation sécuritaire tendue que traverse le Cameroun et à laquelle il faudrait apporter des solutions.

...entraînant ainsi des tensions de trésorerie...

Les chefs d'entreprises industrielles disent rencontrer des problèmes de trésorerie. Celle-ci a particulièrement été grevée au cours du premier semestre 2017 par les difficultés de recouvrement, les difficultés d'obtention de crédit bancaire, l'insuffisance de la demande et donc le ralentissement de l'activité, la hausse des prix des fournisseurs et les impôts. Toutefois, celle-ci devrait s'améliorer pour bon nombre d'entreprises au deuxième semestre 2017.

...et le recul des bénéfices...

Sans surprise, l'opinion des chefs d'entreprise sur l'évolution de leurs bénéfices à mi-parcours suggère une baisse des profits, laquelle ne devrait pas perdurer au cours du deuxième semestre 2017, suivant l'optimisme affiché par les répondants.

...optimisme tiède sur les investissements...

Subséquemment, la majorité des répondants n'a pas investi et, malgré l'optimisme affiché par les chefs d'entreprises, beaucoup pensent qu'ils n'investiront pas au second semestre, attendant sûrement, les résultats obtenus au cours de cette période. De fait, les chefs d'entreprise interrogés évoquent comme principal frein à leur investissement, les difficultés de financement, dans un contexte où la tendance est de consentir aux investissements de remplacement d'accroissement des capacités de production sur fonds propres (74,1% des chefs

d'entreprise ayant investi, l'ont fait sur fonds propres).

... en lien avec un climat des affaires non propice...

L'environnement industriel des affaires est jugé défavorable» par les répondants. Contrairement aux précédentes variables pour lesquelles les industriels affichaient un optimisme certain, ils n'anticipent pas une amélioration du climat des affaires au deuxième semestre 2017.

...plombé par la crise dans les régions anglophones et l'insécurité transfrontalière...

A la question qui visait à savoir si des événements particuliers avaient affecté leur activité, près de la moitié (45,5%) a répondu par l'affirmative, les événements principaux pointés du doigt étant, la crise dans les régions anglophones et l'insécurité transfrontalière.

Par contre la part des chefs d'entreprises disant ressentir les effets de l'APE reste minime et égale à 18,8%.

Tableau 19 : Opinion des chefs d'entreprises industrielles sur leur activité

	Bilan au 30.06.2017			Prévisions 2ème semestre 2017		
Production	28%	40%	32%	35%	41%	24%
Prix de vente	19%	44%	37%	10%	65%	25%
Coûts de production	30%	55%	15%			
Commandes	23%	32%	45%	44%	44%	12%
Stocks	4%	32%	64%	14%	61%	25%
Emploi	21%	58%	21%	30%	61%	9%
Masse salariale	26%	53%	21%	39%	55%	6%
Chiffre d'affaires	21%	38%	41%	22%	56%	22%

IV.3. ACTIVITES COMMERCIALES

Une activité relativement moyenne...

L'activité est restée globalement moyenne au cours du premier semestre 2017, autant pour le commerce de gros que celui de détail.

Les conditions d'approvisionnement n'ont pas été faciles, en particulier pour les commerçants de détail. Les stocks ont globalement en baissé (solde d'opinion de 20,3%).

Les délais de rotation des stocks ont été stables pour la majorité des chefs d'entreprise interviewés, même si on observe un déstockage plus rapide chez les commerçants de gros que chez ceux de détail.

...reflétée par la baisse du chiffre d'affaires...

La tendance est conservée en ce qui concerne le chiffre d'affaires puisqu'il n'a été en hausse que pour 10,7% des chefs d'entreprises interrogés. Les détaillants sont les plus nombreux à avoir enregistré une baisse de leur chiffre d'affaires.

...du fait de la diminution des commandes...

L'évolution du chiffre d'affaires est imputable davantage au recul du niveau des commandes que par celle des prix. Pour preuve, 41,1% des chefs d'entreprise de commerce interrogés affirment avoir connu une baisse des commandes sur la période. Le phénomène aurait été plus acerbé chez les grossistes puisqu'aucun d'eux n'a affirmé avoir enregistré une hausse de ses commandes.

Les prix pratiqués, quant à eux, sont restés stables sur la période (72,0%) et pour ceux qui ont connu une variation, elle était à la baisse.

A l'exception des grossistes, pas de grand changement dans l'emploi...

L'emploi est resté stable de manière globale, et les pertes d'emploi ont été dans les mêmes proportions que les recrutements. On note une création d'emplois chez les grossistes puisque 26,3% d'entre eux affirment avoir embauché du personnel au cours de la période.

Les projections pour le second semestre 2017 annoncent des recrutements, tandis que les pertes d'emplois seront contenues : 3,6% des chefs d'entreprises interrogés annoncent leur intention de licencier du personnel.

Les entreprises de commerce n'éprouvent pas, en très grande majorité (80,4%) des difficultés de recrutement, et le cas échéant, ce sont majoritairement les non cadres qui sont recherchés.

...bien reflété par la stabilité de la masse salariale...

Si la masse salariale est restée stable au cours du premier semestre 2017, elle connaîtra une hausse due aux prévisions de recrutement sur la période suivante.

...et des difficultés de trésorerie instantes...

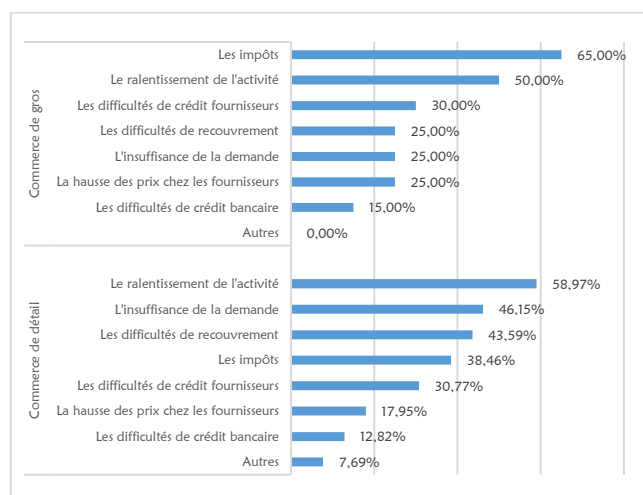
Plus de la majorité (61,1%) des dirigeants d'entreprises commerciales éprouvent des difficultés de trésorerie, particulièrement dans le commerce de détail. Pour preuve, seuls 8,3% détaillants ont jugé leur trésorerie satisfaisante, contre 26,3% des grossistes pour qui la trésorerie était satisfaisante.

...liées à l'activité et aux difficultés de recouvrement...

La détérioration de la trésorerie des entreprises commerciales s'explique différemment selon le type de l'entreprise. Si pour les grossistes, ce sont les impôts qui ont impacté fortement la trésorerie, les détaillants quant à eux sont plus

sensibles à un ralentissement de l'activité et aux difficultés de recouvrement.

Graphique 22 : charges ayant affecté l'activité au 1^{er} semestre 2017



Source : *Enquête auprès des chefs d'entreprises, juillet 2017*

Dans l'ensemble, les chefs d'entreprises prévoient une trésorerie stable avec des possibilités de la voir s'améliorer. 15,8% des détaillants (contre 5,6% des grossistes) pensent qu'elle va se détériorer sur le semestre suivant.

Cet optimisme est consolidé par des délais de paiement de la clientèle qui ont tendance à se raccourcir.

L'environnement reste plombé par l'impôt et la concurrence des produits importés...

Plus de 40% des chefs d'entreprises du secteur commercial, qui ont accepté de répondre, estiment que l'environnement des affaires est défavorable au Cameroun, indépendamment du domaine d'activité et ils ne pensent pas que la situation connaîtra un changement significatif dans un futur proche.

Les contraintes qui pèsent sur le climat des affaires sont, l'atonie de l'activité, la pression fiscale (33,1%), la concurrence des produits importés (22,5%), ainsi que les difficultés d'approvisionnement (18,5%).

Tableau 20 : Opinion des chefs d'entreprises commerciales sur leur activité

	Bilan au 30.06.2017			Prévisions 2e semestre 2017		
	↑	→	↓	↑	→	↓
Stocks	13%	58%	29%	27%	54%	19%
Délais de rotation des stocks	10%	55%	35%	22%	55%	23%
Prix de vente	11%	68%	21%	23%	61%	16%
Chiffre d'affaires	30%	47%	24%	30%	46%	24%
Commandes	16%	43%	41%	36%	46%	18%
Emploi	8%	76%	16%	21%	72%	7%
Masse salariale	12%	78%	10%	25%	70%	5%
Délais de paiement	38%	42%	20%	32%	46%	20%
Délais de règlement	16%	50%	34%	19%	60%	21%

Source : Enquête auprès des chefs d'entreprises/CCIMA

IV.4. ACTIVITES DE SERVICE

Une activité atone...

Au premier semestre 2017, le niveau d'activité des entreprises de services a été plus moyen (61,5%) que mauvais (33,3%), à l'exception des services d'hébergement et de restauration pour lesquels il a été mauvais (66,7%). Cette tendance médiocre serait due à l'insuffisance de la demande.

...reflétée par une baisse du chiffre d'affaires...

Globalement, le chiffre d'affaires a baissé : il a été plus en baisse (42,3%) que stable (41,0%) sur la période. Seuls les chefs d'entreprise (50%) du secteur financier en particulier des assurances ont vu leurs chiffres d'affaires augmenter.

... dans un contexte de stabilité globale des prix de vente...

Sur la période, les prix sont restés stables dans toutes les branches.

...Emploi et masse salariale stables dans l'ensemble

Au premier semestre 2017, le niveau d'emploi a été globalement stable, à l'exception de la branche d'activités administratives et d'appui aux entreprises où il a été beaucoup plus en hausse. La stabilité des effectifs d'emploi a eu une conséquence de stabilité de la masse salariale au cours de la période.

...difficultés de trésorerie décriées...

Plus de deux tiers (72,4%) des chefs d'entreprise interrogés affirment éprouver des difficultés de trésorerie et seulement 13,0% de ceux-ci jugent leur trésorerie satisfaisante. Les branches d'activités liées à la santé humaine et aux services d'entretien et réparation ont une trésorerie moyenne. La trésorerie est particulièrement mauvaise dans la branche d'activités spécialisées.

Environnement des affaires

Plus de la moitié (51,9%) des prestataires de services estiment que l'environnement des affaires est sans changement au Cameroun.

Toutefois, les perspectives d'activité sont bonnes. En effet les chefs d'entreprise prévoient une augmentation du niveau d'activité « satisfaisant » de 20 points et une baisse de du niveau « mauvais » de 13 points au second semestre 2017.

En ce qui concerne le chiffre d'affaire des entreprises, les perspectives d'évolution sont plutôt relativement bonnes ; légèrement plus stable (48,6%) qu'à la hausse (40,5%) au cours du second semestre 2017.

Cette perspective de stabilité du chiffre d'affaire entrainera les chefs d'entreprise à stabiliser les effectifs des employés.

Ce même espoir est partagé en ce qui concerne la trésorerie, car plus de la moitié des chefs

d'entreprises interrogés prévoit que la trésorerie se stabilisera au cours du second semestre de l'année 2017.

IV.5. ACTIVITES ARTISANALES

Une activité difficile

L'activité est restée globalement moyenne chez les artisans au cours du premier semestre 2017. Seuls 4,76% des artisans interrogés en ont été satisfaits.

Les conditions d'approvisionnement ont été décriées, puisqu'aucun artisan ne les a trouvées faciles. Au contraire, 60% d'entre eux affirment qu'elles ont été difficiles.

S'agissant des coûts de production, ils ont été stables ou en baisse chez 90,48% des artisans interrogés. Cette baisse des coûts ne comprend pas les coûts d'énergie qui sont restés stables.

Les capacités de production qui oscillent en moyenne autour de 48% ont été jugées satisfaisantes par les artisans interrogés ; plus de la moitié d'entre eux estime être capable de produire davantage avec les moyens actuels.

Quoique la production du semestre ait été stable dans la majeure partie des cas (52,38%), plus d'un tiers des artisans interrogés ont vu leur production baisser sur la période sous revue.

Les prix pratiqués sont en baisse

Seuls 9,52% des artisans interrogés ont vu les prix pratiqués à la hausse pendant que plus d'un quart (28,57%) observaient une baisse des prix pratiqués. Les artisans restent pessimistes quant à l'évolution des prix puisque 30% d'entre eux estiment qu'il n'y aura guère d'amélioration. Les raisons évoquées pour justifier les prix toujours à la baisse sont principalement l'absence de clientèle, particulièrement les touristes, et ce

suite à l'insécurité que connaît particulièrement la région de l'Extrême-Nord, lieu de prédilection de l'artisanat.

Des stocks bas

Les stocks sont restés bas, en deçà de leur niveau normal. Les délais de rotation quoique stables pour la majorité ont été en baisse pour 38,39% des répondants, traduisant une baisse de la demande et la difficulté pour les artisans d'écouler leur production.

S'agissant de l'emploi, les effectifs sont majoritairement restés stables, même si on note quelques pertes d'emplois (16,67%). Il y a eu très peu de création d'emplois (5,56%) sur la période sous revue. Cette tendance pourrait être conservée sur le semestre suivant puisque 77,78% des artisans interrogés pensent qu'ils ne vont rien faire en matière d'emploi. La masse salariale, tout en suivant les mouvements des effectifs, n'a pas connu et ne connaîtra pas de variation notable.

Les artisans n'éprouvent presque pas de difficultés de recrutement, puisqu'ils forment tous des apprentis parmi lesquels ils recrutent leur personnel.

Très peu d'artisans (10,53%) affirment avoir connu une hausse de leur chiffre d'affaires sur la période sous revue. Pour le reste, il a été autant stable qu'à la baisse. Les variations observées sont principalement dues à une baisse du niveau de commandes. Les artisans restent quand même confiants en l'avenir puisque près d'un tiers d'entre eux prévoient une hausse de leur chiffre d'affaires puisqu'ils envisagent parallèlement une hausse des commandes.

Tous les artisans interrogés éprouvent des difficultés de trésorerie et aucun d'entre eux n'est satisfait de son niveau. Les principales charges qui ont grevé leurs activités sont

l'insuffisance de la demande (50%), la hausse des prix chez les fournisseurs (45,45%), le ralentissement de l'activité (40,91%). Les artisans se plaignent également des difficultés à obtenir un crédit bancaire et du paiement des impôts.

Les conditions difficiles d'exercice de l'activité se sont fait ressentir sur les bénéfices réalisés qui ont été stables ou en baisse pour près de 90% des artisans interrogés. Dans ces conditions, les artisans n'ont majoritairement pas investi (65,00%) sur la période sous revue.

Un climat des affaires défavorable

Se prononçant sur le climat des affaires, les artisans pensent qu'il a été défavorable. Ils pointent du doigt l'insécurité qui a largement déteint sur l'activité de tourisme, source de leurs principaux revenus. Ils estiment également qu'il n'y aura pas de changement majeur au cours du second semestre 2017.

Pour ce qui est de leurs besoins, les artisans ont besoin de renforcement de capacités dans leurs différents domaines de compétences (compagnonnage, mise à niveau, etc.), mais aussi d'un accompagnement visant à conquérir de nouveaux marchés.



NOTE DE CONJONCTURE

Contacts :

Direction des Etudes et de l'Information Economique

Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat du Cameroun

B.P. 4011 Douala

Tél : 233 42 67 87/ 233 42 98 81

Fax : 233 42 55 96 Email : siege@ccima.cm / deie.ccima@yahoo.com

Site Web: www.ccima.cm